

**REPUBLIQUE DE GUINEE**

*Travail – Justice - Solidarité*



# **MINISTERE DU BUDGET**

## **DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE PLURIANNUELLE**

**(CBMT/CDMT 2019-2021)**

**Juillet 2018**

# Sommaire

<b>Introduction</b>	<b>4</b>
<b>1. Chapitre 1. Développements macroéconomiques récents et perspectives</b>	<b>8</b>
1.1. Développements et perspectives internationaux et régionaux	8
1.1.1. Croissance	8
1.1.2. Inflation	9
1.1.3. Produits de base	10
1.1.4. Structure du commerce extérieur et principaux partenaires de la Guinée	10
1.2. Développements et perspectives nationaux	11
1.2.1. Situation récente de l'économie nationale	11
1.2.2. Les projections macroéconomiques 2019-2021	12
<b>Chapitre 2. Situation des finances publiques pour 2017-2018</b>	<b>14</b>
2.1. Exécution budgétaire 2017	14
2.1.1. Ressources	14
2.1.2. Recettes	15
2.1.3. Dons	16
2.1.4. Dépenses	16
2.1.5. Dépenses courantes	16
2.1.6. Dépenses d'investissement	17
2.1.7. Solde budgétaire	17
2.2. Exécution premier trimestre 2018 et projection à fin 2018	18
2.2.1. Ressources	18
2.2.2. Dépenses	20
2.2.3. Dépenses courantes	21
2.2.4. Dépenses d'investissements	21
2.2.5. Soldes budgétaires	21
<b>Chapitre 3. Cadre budgétaire à moyen terme 2019-2021</b>	<b>22</b>
3.1. Evolution des agrégats budgétaires sur la période	23
3.1.1. Recettes	23
3.1.2. Recettes fiscales	24

<b>3.1.3. Dons, legs et fonds de concours</b>	<b>25</b>
<b>3.1.4. Autres recettes</b>	<b>25</b>
<b>3.1.5. Dépenses</b>	<b>26</b>
<b>3.1.6. Dépenses courantes</b>	<b>27</b>
<b>3.1.7. Dépenses d'investissement</b>	<b>28</b>
<b>3.1.8. Dépenses par fonction</b>	<b>32</b>
<b>3.1.9. Dépenses par Ministère et Institution</b>	<b>33</b>
<b>3.1.10. Solde budgétaire et son financement</b>	<b>36</b>
<b>3.2. Mesures de politique budgétaire</b>	<b>37</b>
<b>3.2.1. Mesures des ressources</b>	<b>37</b>
<b>3.2.2. Mesures de programmation et de gestion des dépenses</b>	<b>39</b>
<b>Chapitre 4. Mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles</b>	<b>40</b>
<b>4.1. Les réalisations récentes dans les stratégies nationales et sectorielles (2014-2016)</b>	<b>40</b>
<b>4.2 PERSPECTIVES</b>	<b>43</b>
<b>Chapitre 5. Analyse des risques budgétaire et stratégie de la gestion de la dette publique</b>	<b>45</b>
<b>5.1. Analyse des risques budgétaires</b>	<b>45</b>
<b>5.2. Stratégie de la gestion de la dette publique</b>	<b>46</b>
<b>Conclusion</b>	<b>48</b>
<b>Liste des tableaux</b>	<b>49</b>
<b>Liste des graphiques</b>	<b>50</b>
<b>CBMT/CDMT global 2019-2021</b>	<b>51</b>
<b>Glossaire</b>	<b>52</b>

## Introduction

Le Document de Programmation Budgétaire Pluriannuelle 2019-2021 s'inscrit dans la dynamique de la transparence budgétaire et contribue à accroître la lisibilité du parlement sur la trajectoire des finances publiques conformément aux dispositions de la Loi Organique Relative aux Lois de Finances et du décret portant cadre de gouvernance des finances publiques.

Le débat d'orientation budgétaire participe au développement des pouvoirs budgétaires de l'Assemblée Nationale qui est désormais associée à la définition de la politique budgétaire et informée sur l'évolution des finances publiques à moyen terme.

Ce débat permet au Gouvernement de présenter les grandes orientations de la politique des finances publiques et les priorités budgétaires pour la période 2019-2021 sur la base du cadrage macroéconomique et des objectifs du PNDES.

La procédure budgétaire comporte désormais deux étapes nouvelles :

- L'arbitrage d'un Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) par le Conseil des Ministres et la communication d'une lettre de cadrage signée par le Premier Ministre à l'attention des différents chefs de départements ministériels et Institutions reprenant les orientations du CBMT et les enveloppes plafonds du cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) global ;
- L'organisation d'un débat d'orientation budgétaire au niveau de l'Assemblée Nationale portant sur le cadrage budgétaire à moyen terme et CDMT présenté par le gouvernement.

La programmation budgétaire triennale glissante offre une perspective à moyen terme des grands agrégats de la politique budgétaire globale (recettes, dépenses, solde et moyens de financement) et des priorités sectorielles. Elle repose sur les hypothèses d'évolution du cadre macroéconomique notamment le Produit Intérieur Brut, le taux de croissance, le taux d'inflation, le taux de change, le volume des importations et des exportations. La programmation à moyen terme s'appuie sur le CBMT (Cadre Budgétaire à Moyen-Terme), les CDMT « globaux » ainsi que les CDMT « sectoriels ».

Le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) 2019-2021 fixe sur trois ans l'évolution des principaux agrégats des finances publiques. Il est établi sur la base d'hypothèses macro-économiques ainsi que d'estimations des ressources et charges publiques.

Le Cadre des Dépenses à Moyen Terme global (CDMT global) 2019-2021 détermine, sur les trois années, la répartition entre les différents ministères des dépenses budgétaires programmées dans le cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT).

Le cadrage budgétaire à moyen terme constitue ainsi un instrument de pilotage de la préparation du budget en vue d'une utilisation optimale des ressources, conforme aux priorités définies par le Gouvernement.

L'approche pluriannuelle de la préparation budgétaire permet d'assurer une meilleure cohérence entre le budget et les politiques et plans de développement reflétés dans le Plan National de Développement Economique et Social.

L'objectif principal du Plan National de Développement Economique et Social est d'accélérer la transformation structurelle de l'économie guinéenne pour baliser le chemin de l'émergence. En cohérence avec les quatre piliers du PNDES, les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Mettre en place un Etat de droit respectueux des droits humains ;
- Renforcer la crédibilité et l'autorité de l'Etat et poursuivre la réforme de l'administration publique pour en faire un instrument efficace au service des citoyens et de l'économie ;
- Réduire la pauvreté, les inégalités sociales et les disparités régionales ;
- Réaliser une croissance économique solide, soutenue, durable et pro-pauvre ;
- Elever le revenu de l'ensemble de la population et améliorer ses conditions de vie ;
- Accroître les opportunités d'emploi et de revenu des populations, notamment les couches vulnérables ;
- Améliorer les infrastructures et assurer l'accès des populations à des services sociaux de qualité ;
- Assurer la protection de l'environnement et de l'écosystème ;
- Renforcer les capacités humaines et promouvoir les femmes et les jeunes.

Ces objectifs doivent être soutenus par des politiques macroéconomiques et des stratégies et programmes sectoriels appropriés qui prennent en compte les contraintes et défis majeurs inhérents à tout processus de développement.

Ce document de programmation budgétaire pluriannuelle (CBMT-CDMT 2019-2021) qui ne couvre pas les budgets des collectivités locales et des établissements publics administratifs décrit dans son premier chapitre l'évolution récente de l'économie guinéenne dans le contexte mondial et sous-régional ainsi que les perspectives à moyen terme des principaux indicateurs macroéconomiques. Le deuxième chapitre est consacré à la présentation de la situation des finances publiques sur la période 2017-2018 et le Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2019-2021 est traité dans le troisième chapitre. Les quatrièmes et dernier chapitres, sont consacrés à la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles ainsi qu'à l'analyse des risques budgétaires et la stratégie de la gestion de la dette publique.

## **Contexte et justification**

Le cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) est un instrument d'encadrement de la préparation du budget dans le sens d'une utilisation optimale des ressources mobilisables conformément aux priorités définies dans le Plan National de Développement Economique (PNDES 2016-2020). Il est un outil de programmation triennale glissante qui permet d'offrir une perspective à moyen termes des agrégats de la politique budgétaire globale et des priorités sectorielles. Le CBMT, instrument de pilotage de la préparation du budget, est élaboré sur la base des hypothèses du cadrage macro-économique, des choix stratégiques et des données récentes et objectives sur la conjoncture nationale et internationale.

Pour le CBMT 2019-2021, la projection des finances publiques est établie sur la base d'une prévision de croissance réelle du Produit Intérieur Brut (PIB) de 5,9% en 2019 et de 6% en 2020 et 2021. Ce CBMT repose sur des hypothèses macro-économiques ainsi que d'estimations de ressources et charges publiques.

La préparation budgétaire à moyen terme permet d'assurer une meilleure cohérence entre le budget et les politiques et actions prioritaires inscrit dans le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020).

Les orientations stratégiques du développement sont définies sur la base des axes prioritaires issus de l'enquête sur les aspirations de la population réalisée en 2012, de l'analyse structurelle des variables clefs de la Guinée, des Objectifs de Développement Durable (ODD), de l'Agenda 2063, de la Stratégie de relance et de Résilience post-Ebola, de l'évaluation du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté III et du projet de société du Président de la République. Ces orientations stratégiques reposent sur quatre piliers à savoir : (i) la promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable ; (ii) la transformation économique durable et inclusive ; (iii) le développement inclusif du capital humain ; et (iv) la gestion durable du capital naturel.

## **Objectifs de développement**

Le PNDES, outil d'opérationnalisation de la Vision Guinée 2040 sur la période 2016-2020, se fixe comme objectif global, de promouvoir une croissance forte et de qualité pour améliorer le bien-être des Guinéens, opérer la transformation structurelle de l'économie, tout en mettant le pays sur la trajectoire du développement durable. En cohérence avec ses quatre piliers, il vise spécifiquement à :

- consolider l'Etat de droit, la démocratie, la sécurité et la cohésion sociale ;
- rendre l'action publique efficace, efficiente, inclusive et durable ;
- réaliser une croissance économique forte, inclusive et durable ;
- améliorer la qualité et les conditions de valorisation du capital humain ;
- faire la promotion des femmes, des jeunes, des personnes âgées, des personnes vivant avec un handicap et des enfants ;
- protéger, entretenir et valoriser les actifs naturels ;
- améliorer la qualité du cadre de vie ; et
- renforcer la résilience face aux catastrophes et l'adaptation aux changements climatiques.

Ces objectifs doivent être soutenus par des politiques macroéconomiques et des stratégies et programmes sectoriels appropriés qui prennent en compte les contraintes et défis majeurs inhérents à tout processus de développement.

### **Principaux défis du développement**

Le choix de la Guinée d'engager une planification stratégique pour le développement à moyen terme offre de nouvelles perspectives et trace une nouvelle voie pour faire face aux défis majeurs en vue de réaliser les objectifs du PNDES 2016-2020. Dans cette optique, les défis majeurs ci-après devront être pris en compte pour réaliser le PNDES. Il s'agit:

- d'améliorer la gouvernance dans toutes ses dimensions (politique, sociale, économique, financière, administrative, locale et environnementale) ;
- de promouvoir une croissance de qualité (forte, inclusive et soutenable) ;
- de maîtriser la croissance démographique et d'assurer la sécurité alimentaire ;
- de résoudre le problème crucial du chômage et accroître les revenus des ménages ;
- d'accroître l'offre de services sociaux de base (santé, éducation, eau potable, hygiène et assainissement) ; et
- de gérer durablement les ressources naturelles (ressources en eau, ressources forestières, ressources halieutiques) et de renforcer la protection de l'environnement.

## Chapitre 1. Développements macroéconomiques récents et perspectives

### 1.1. Développements et perspectives internationaux et régionaux

#### 1.1.1. Croissance

La croissance mondiale a atteint 3,7% en 2018, contre 3,6 % en 2017, ces perspectives sont légèrement orientées à la hausse. Cette évolution est principalement imputable à l'affermissement de l'activité dans les pays émergents et dans les pays en développement.

Globalement, cette modeste reprise de l'économie mondiale est impulsée à la fois par les pays avancés, les pays émergents et en développement. Toutefois, malgré cette tendance favorable, la croissance demeure inférieure au niveau moyen de la période d'avant-crise, notamment pour la plupart des pays avancés ainsi que pour les pays émergents et en développement exportateurs de matières premières. Le vieillissement de la population, la faiblesse des investissements et la faible progression de la productivité dans les pays avancés et dans les pays émergents, continuent de peser sur la croissance économique mondiale.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord la croissance a été plus solide en 2016, en raison de l'accélération observée en Iran, le taux de croissance de cette région s'est établi à 5%. Par rapport à 2016, le taux de croissance du PIB de la zone devrait baisser avant de s'améliorer progressivement. En 2017 il sera de 2,6% et de 3,3% en 2018. Le récent repli des cours du pétrole pourrait freiner cette tendance, en pesant davantage sur les perspectives des pays exportateurs de brut de la zone.

En Afrique subsaharienne, la croissance a marqué le pas en 2016 à 1,3%, contre 3,4% en 2015. La chute des prix des matières premières a eu pour conséquence un net ralentissement de l'activité économique, notamment dans les économies dominantes de la zone. Toutefois, l'économie régionale dispose d'une robuste capacité de résilience, constituée par une demande intérieure forte, une gouvernance macroéconomique solide et un environnement des affaires plus propice. Le taux de croissance pourrait atteindre 2,7% en 2017 et 3,5% en 2018. Ce rebond est essentiellement expliqué par des facteurs exceptionnels, notamment le redressement de la production pétrolière au Nigeria, la diminution progressive des effets de la sécheresse en Afrique du Sud et la légère amélioration des termes de l'échange dans trois des plus grandes économies de la région, à savoir Nigeria, Angola et Afrique du Sud.

L'amélioration des performances en matière de croissance des pays émergents et des pays en développement, actuellement exposés à divers chocs pesant sur leur activité économique, impliquera pour ces pays de décider des mesures appropriées pour renforcer la gouvernance et

pour lutter contre la corruption. De même, ces pays devraient également opérer des réformes structurelles bien adaptées et agencées pour doper la productivité et l'investissement. Ils devront par ailleurs renforcer l'inclusion notamment par un soutien actif aux travailleurs lésés par l'évolution de la technologie et du commerce.

### *1.1.2. Inflation*

L'inflation globale est prévue à la hausse dans les pays avancés à cause de la remontée des cours des produits de base. Dans la majorité des pays avancés, l'inflation devrait être plus élevée en 2017 qu'en 2016. Le taux d'inflation devrait y atteindre 1,9% en 2017 et 1,8% en 2018 contre 0,8% en 2016. Dans les pays émergents et les pays en développements, l'inflation devrait passer de 4,5% en 2017 à 4,6% en 2018 contre 4,3% en 2016, principalement du fait de la hausse des prix des produits de base.

Les perspectives détaillées d'inflation des pays avancés se présentent comme suit :

Aux Etats-Unis, la hausse des prix à la consommation devrait s'accélérer vigoureusement en raison de la remontée des prix de l'énergie, de 1,3% en 2016 à 2,7% en 2017. Cependant, l'inflation hors alimentation et énergie resterait relativement modérée et devrait augmenter progressivement, pour atteindre 2% en 2018, selon la réserve fédérale.

Dans la zone Euro, le taux d'inflation annuel s'est établi à 1,3% à la fin du premier semestre 2017, alors qu'il était de 0,2% un an auparavant. L'inflation de la zone est ralentie par le bas prix du pétrole, toutefois il est prévu que son taux atteigne 1,7% en fin d'année 2017 et 1,3% en 2018 contre 1,5% en 2016. L'inflation sous-jacente (hors énergie et prix de l'alimentation) ne devrait s'accélérer que progressivement à moyen-terme, soutenue par les mesures de politique monétaire et par la reprise économique.

En Afrique Subsaharienne, la tendance haussière de l'inflation observée depuis 2013 devrait s'inverser. Selon la Banque Africaine de Développement, la prévision d'inflation de la Zone en 2017 est de 9,8% en 2017 et de 8,3% en 2018, contre 9,9% en 2016. Dans les pays exportateurs de pétrole de la région (hors Nigeria), l'inflation projetée s'établit respectivement à 16,6% et 15% en 2017 et en 2018, à cause de la répercussion de fortes dépréciations des monnaies nationales, ainsi que de la situation au Soudan du sud, où l'inflation devrait continuer d'être excessive.

L'inflation devrait rester sous la barre des 3% dans les pays de L'UEMOA et de la CEMAC. Selon la Banque Africaine, l'inflation en Zone UEMOA devrait atteindre 0,9% en 2017 et 1,6% en 2018. Toutefois, cette perspective modérée d'inflation peut être dégradée par les

implications associées aux risques sécuritaires et par l'évolution des cours des principales matières premières exportées par la zone.

### *1.1.3. Produits de base*

Les produits de base devraient profiter de la hausse attendue des cours du pétrole, après les incertitudes de l'année dernière. Le prix du baril de Brent devrait atteindre USD 51,1 en 2017 contre USD 38,75 dollars en 2016. Cette tendance devrait se confirmer en 2018, le prix du baril s'établira alors à USD 61. Cette perspective indique un accroissement de la probabilité de renchérissement du prix des produits pétroliers pour les pays importateurs, dont la Guinée, ainsi qu'une aggravation de la charge des subventions énergétiques, en l'absence d'un mécanisme efficace de transmission des variations du cours du baril de pétrole aux prix à la pompe des produits pétroliers.

Les indices moyens mensuels des métaux et des produits pétroliers se sont raffermis durant les deux premiers trimestres de l'année 2017, en gagnant respectivement 49,1 et 44 points par rapport au premier trimestre de l'année 2016. Par contre, les produits alimentaires n'enregistrent qu'un sobre rebond de 2,8 points sur la même période. Spécifiquement, entre juin 2016 et juin 2017, le blé, le maïs, le riz et le cacao ont enregistré une légère baisse des prix, tandis que le prix du café a augmenté de USD 0,31 le kg.

### *1.1.4. Structure du commerce extérieur et principaux partenaires de la Guinée*

En 2016, les échanges de marchandises en valeur ont baissé de 3%, en lien avec la baisse des hydrocarbures et les produits miniers (-14). Toutefois, en volume les écharnements se sont accrus de 2,5%. Depuis le deuxième trimestre de l'année 2013, le commerce en Asie est le principal moteur du dynamisme du commerce international, notamment en termes d'exportation suivi de l'Amérique du nord et de l'Europe. Le mondial a été dominé en 2016 par les échanges de produits manufacturés à 73%, suivi, des combustibles à 13% et des produits agricoles à 10%. Les principaux produits manufacturés qui font l'objet d'échanges sont les produits chimiques 12%, le matériel de bureau et de télécommunication 11%, l'automobile 9% et les textiles 5%.

Le commerce mondial s'est accru plus rapidement au quatrième trimestre 2016 et au premier trimestre 2017 qu'il n'avait été prédit. Cette dynamique favorable persisterait jusqu'en décembre 2019, soutenue par la reprise économique, notamment la robustesse de l'activité manufacturière, ainsi que par la vigueur des exportations chinoises.

Le taux de croissance du commerce global en volume devrait être plus élevé que le taux de croissance du PIB global, durant les trois prochaines années. Il est estimé à 4% en fin d'année 2017 contre 2,5% en 2016. Un léger ralentissement est attendu en 2018, à 3,8%. Les échanges devraient cependant continuer à croître solidement, puis se stabiliser en 2019, si les orientations protectionnistes grandissantes n'imposent pas trop de barrières. L'amélioration observée des échanges globaux en volume s'accompagne d'une baisse des échanges de biens, en relation avec la diminution des investissements, intensifs en importations.

## 1.2. Développements et perspectives nationaux

### 1.2.1. *Situation récente de l'économie nationale*

En 2016, l'économie guinéenne a confirmé sa résilience après la crise sanitaire marquée par une faible croissance, en 2014 et en 2015. Le taux de croissance estimé de l'économie a été de 6,6% en 2016, contre 3,5% en 2015. Cette vigoureuse accélération de l'activité de 3,1 points de pourcentage a été impulsée par le dynamisme du secteur secondaire, notamment l'activité extractive, la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau<sup>1</sup>. Les sous-secteurs pêches, produits manufacturiers et boissons ont enregistré les plus faibles taux de croissance, tandis que le sous-secteur restauration et l'hôtellerie continue de se contracter.

En 2017, cette dynamique favorable d'expansion se poursuit. Le taux de croissance prévu est de 6,7%, soit une légère hausse par rapport à 2016. L'expansion du secteur secondaire se maintiendra, mais à un rythme ralenti. Cet effet pénalisant sera plus que compensé par l'activité des secteurs primaires et tertiaires. L'estimation de croissance pour 2018 est nettement moins importante, à 5,8%.

Depuis 2011, la stabilité des prix est un objectif majeur de politique économique en Guinée. Les politiques menées ont été relativement efficaces, notamment du fait de la baisse régulière du taux d'inflation qui s'est stabilisée en dessous de 10%. En juin 2016 le taux d'inflation a été estimé à 8,3%, contre 7,3% en 2015 et 9% en 2014. La relative reprise de l'inflation observable est imputable à l'accroissement du prix des produits alimentaires qui a suivi la fin de la crise sanitaire.

La persistance des tensions inflationnistes sur le prix des produits alimentaires suggère des déterminants structurels, en lien avec la prédominance de la hausse des prix des produits locaux (59,5% de la pondération de l'indice global) impulsée notamment par les prix de la viande, du poisson et de la pomme de terre. En glissement annuel, le taux d'inflation a été de 8,7% à la fin du second trimestre 2017 contre 8,3% à la même période en 2016, soit une hausse de 0,4%. Cette faible reprise de l'inflation est principalement imputable à la hausse de

105,1% du prix des produits au mois de ramadan, dont les effets ont été amplifiés par la reprise de la demande.

La tendance de moyen terme de l'inflation est orientée à la baisse depuis 2014, avec une période d'accélération qui a perduré jusqu'au premier trimestre 2016.

La lente reprise de la pression inflationniste observable depuis 2016, s'est ralentie en février 2017, sans toutefois s'estompée.

La masse monétaire continue de croître mais à un rythme modéré. Elle a atteint GNF 21 101,5 Mds (38,4% du PIB) à la fin du deuxième trimestre de l'année 2017, contre respectivement GNF 18 335,6 Mds (33,4% du PIB) au deuxième trimestre de 2016 et GNF 17 644,3 Mds (30,1% du PIB) en 2015. Cette tendance haussière s'explique par l'assouplissement de la politique monétaire, survenue après la maladie à virus Ebola pour accroître la liquidité de l'économie.

L'expansion de la masse monétaire ne s'est pas accompagnée d'un accroissement du financement au secteur privé. Les créances accordées au secteur privé à fin juin 2017 ont été de GNF 7 522,4 (43,3%) contre respectivement 44,7% en 2016 et 44% en 2015. Cette évolution devrait cependant s'inverser en 2018, soutenue par les besoins de financement du secteur privé, en lien avec son rôle et sa place dans le nouveau plan national de développement (PNDES). Les mesures qui accompagneront la participation de la Guinée à l'initiative du G20, «Compact With Africa» qui est une initiative pro- développement du secteur privé, soutiendront également cette évolution.

### *1.2.2. Les projections macroéconomiques 2019-2021*

Les hypothèses sur l'économie nationale reposent sur :

- la stabilité sociopolitique, l'amélioration des infrastructures de base afin de faciliter la diversification de l'économie;
- la bonne pluviosité ;
- la poursuite de la politique de soutien au secteur primaire à travers la mécanisation agricole ;
- la poursuite des efforts dans le secteur de l'énergie afin d'augmenter l'offre d'énergie ;
- la poursuite de la recherche et de l'exploitation minière ;

- la poursuite des réformes de l'administration publique ;

Sur cette base, les principaux agrégats macroéconomiques évoluent ainsi qu'il suit:

- la croissance moyenne annuelle du PIB attendue serait de 6% sur la période 2019-2020. Elle s'établirait ainsi à 5,9% en 2019, 6% en 2020 et 6% en 2021.
- le secteur primaire enregistrerait une croissance régulière de 4% par an sur la période 2019-2021. Cette amélioration serait tirée par la production de l'agriculture qui augmenterait de 3% par an en moyenne.
- S'agissant du secteur secondaire, sa croissance s'établirait à 9% en moyenne sur la période 2019-2020, avec une pointe de 10,1% atteinte en 2019 sous la poussée du sous-secteur des mines dont la valeur ajoutée augmenterait de 9%. Sur la période, la croissance des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) atteindrait 15% tandis que celle des industries manufacturières ne serait que 3% sur la période 2019-2021.
- Quant au secteur tertiaire, sa croissance se situerait à 2% en 2019, 5% en 2020 et 6% en 2021 sur la période du cadrage. Cette croissance serait tirée principalement par les sous-secteurs du commerce de et du transport, avec une croissance en moyenne de 2% et 4% en moyenne sur la période.

## Chapitre 2. Situation des finances publiques pour 2017-2018

### 2.1.Exécution budgétaire 2017

L'exécution du budget 2017 à fin décembre, par rapport aux objectifs de la loi de finances, s'est traduite par une moins-value de 1 075,48 Mds en recettes et dons et un dépassement de 366,41 Mds au titre des dépenses avec un solde budgétaire de GNF -882,83 Mds, soit - 1,01 % du PIB sur une prévision de 0,18%. Cette situation reflète les dépassements observés au niveau des Achats de biens et services et des investissements dont les taux de d'exécution ont atteint respectivement 108,39% et 115,15%. Quant aux recettes, le faible niveau de mobilisation des dons (73,04%) et les recettes (95,80%) ont affecté le niveau global de performance de la rubrique.

#### 2.1.1. Ressources

En 2017, sur une prévision en loi de finances de 15 417,39 Mds de francs, les recettes et dons y compris le Budget d'Affectation Spéciale encaissés à fin décembre s'élèvent à 14 341,91 Mds de francs, soit une moins-value de 1 075,48 Mds de francs (6,97%).

Cette baisse résulte essentiellement du faible niveau de réalisation(i) des recettes fiscales pour 480,80 Mds (ii) des recettes non fiscales pour 74,92 Mds (iii) des dons non affectés pour 606,34 Mds. Aussi, il est à signaler une contreperformance des recettes tant au niveau du secteur minier de l'ordre de 18,79% que du secteur non minier pour 1,07% de la prévision initiale.

Ces contreperformances ont été atténuées par une réalisation de 31,70 Mds des budgets d'affectations spéciales non prévues dans la loi de finances.

**Tableau N° 1: Ressources base TOFE 2017 (en Mds)**

Libellé	LFR 2017	Exécution fin décembre 2017	Ecart	Taux
<b>Recettes et Dons</b>	<b>15 417,39</b>	<b>14 341,91</b>	<b>-1 075,48</b>	<b>93,02%</b>
<b>Recettes</b>	<b>13 489,39</b>	<b>12 933,67</b>	<b>-555,72</b>	<b>95,88%</b>
<b>Secteur minier</b>	<b>2 501,56</b>	<b>2 031,55</b>	<b>-470,01</b>	<b>81,21%</b>
Taxe sur produits miniers	1314,85	1057,79	-257,06	80,45%
Impôt sur les sociétés minières	1108,2	904,19	-204,01	81,59%
Revenu de la propriété	78,51	69,57	-8,94	88,61%
<b>Secteur non minier</b>	<b>10 987,83</b>	<b>10 870,42</b>	<b>-117,41</b>	<b>98,93%</b>
Contributions directes	2 457,96	2 347,30	-110,66	95,50%
Biens et services	5 738,25	5 434,12	-304,13	94,70%
Commerce international	2 257,94	2 630,24	372,30	116,49%
Recettes non fiscales	533,68	458,76	-74,92	85,96%

<b>Dons</b>	<b>1 928,00</b>	<b>1 408,24</b>	<b>-519,76</b>	<b>73,04%</b>
Dons affectés	873,00	959,58	86,58	109,92%
Dons non affectés	1055,00	448,66	-606,34	42,53%
<b>B.A.S</b>	<b>0,00</b>	<b>31,70</b>	<b>31,70</b>	<b>0,00%</b>
PIB	87 349,00	87 355,00	6,00	100,01%
Recettes et Dons en % du PIB	17,65%	16,42%	-0,01	93,02%
Recettes en % du PIB	15,44%	14,81%	-0,01	95,87%
Secteur minier en % du PIB	2,86%	2,33%	-0,01	81,21%
Secteur non minier en % du PIB	12,58%	12,44%	0,00	98,92%
Dons en % du PIB	2,21%	1,61%	-0,01	73,04%
Recettes fiscales non minières	10 454,15	10 411,66	-42,49	99,59%
Recettes fiscales non minières en % du PIB	11,97%	11,92%	0,00	99,59%
Recettes non fiscales en % du PIB	0,61%	0,53%	0,00	85,96%

### 2.1.2. Recettes

Sur un objectif en loi de finances 2017 de 13 489,39 Mds, les recettes ont été mobilisées à fin décembre à hauteur de 12 933,67 Mds, soit un taux de réalisation de 95,88%. Ce niveau de réalisation est imputable respectivement au secteur non minier pour 10 870,42 Mds, soit 98,93% contre une prévision de 10 987,83 Mds et au secteur minier pour 2 031,55 Mds, soit 81,21% contre une prévision de 2 501,56 Mds.

#### a. Secteur non Minier

Au niveau des recettes non minières, sur une prévision initiale de 10 987,83 Mds, les réalisations à fin décembre s'élèvent à 10 870,42 Mds, soit un taux de réalisation de 98,93% tiré essentiellement par le commerce international (116,49%). Cette plus-value est atténuée par des moins-values constatées au niveau des contributions directes (4,50%), des biens et services (5,30%) et des recettes non fiscales (14,04%).

Le dépassement constaté sur le commerce international concerne les performances enregistrées au niveau des droits fiscaux à l'importation pour (119,26%) et les droits fiscaux à la sortie (109,16%).

Les contreperformances enregistrées au niveau des contributions directes portent les moins-values enregistrées au niveau des taxes uniques sur les véhicules (90,37%), des impôts sur le patrimoine (76,26%), des autres recettes fiscales (8,69%) et des impôts sur le revenu et bénéfice (0,99%).

Quant aux recettes des biens et services, les moins-values constatées portent sur les taxes sur biens et services non miniers (6,80%).

Globalement, au niveau des recettes non fiscales, les moins-values se chiffrent à 74,92 Mds soit 14,03% par rapport à la prévision annuelle de 533,68Mds.

## **b. Secteur Minier**

Au titre des recettes du secteur minier, les encaissements à fin décembre 2017 se sont chiffrés à GNF 2 031,55 Mds sur une prévision annuelle de 2 501,56 Mds, soit un taux de réalisation de 81,21%. Ce taux de réalisation résulte principalement de la contre-performance enregistrée au niveau des taxes sur produits miniers (19,55%) et des revenus de la propriété (11,38%).

### **2.1.3. Dons**

La mobilisation des dons au compte de l'exercice 2017 a baissé par rapport aux objectifs de la loi de finances. En effet, les dons se sont chiffrés à 1 408,24 Mds (1,61% du PIB) contre une prévision de 1 928,00 Mds (2,21% du PIB). Cette baisse du niveau de mobilisation des dons est imputable principalement aux dons non affectés dont le taux de réalisation est de 42,53% faute de conditionnalités non remplies. Les dons affectés ont été mobilisés à hauteur de 109,92%.

### **2.1.4. Dépenses**

Au 31 décembre 2017, sur un objectif de 15 811,98 Mds y compris le Budget d'Affectation Spéciale, l'exécution a été de 16 178,39 Mds, soit un dépassement de 366,41 Mds avec un taux d'exécution de 102,32%. Ce dépassement porte sur les dépenses en capital pour 709,81 Mds, les autres dépenses de prises de participation et restructuration entreprises et banques pour 72,15 Mds et le BAS pour 48,64 Mds. Quant aux dépenses courantes, il a été enregistré une contraction de 442,18 Mds.

### **2.1.5. Dépenses courantes**

Au terme de l'exercice budgétaire 2017, les dépenses courantes représentant (67,43% des dépenses totales) se sont établies à 10 662,60 Mds contre une prévision de 11 104,78 Mds, soit un taux d'exécution de 96,02% et une part de PIB de 12,20%. Par rapport aux prévisions, ces dépenses dégagent une économie de 442,18 Mds imputable à l'ensemble des postes de dépenses à l'exception des achats de biens et services qui ont totalisé un dépassement de 262,53 Mds soit 108,39%.

**Tableau N° 2: Situation de l'exécution des dépenses à fin 2017 (en Mds GNF)**

Libellé	LFR 2017	Exécution fin décembre 2017	Ecart	Taux
<b>Dépenses</b>	<b>15 811,98</b>	<b>16 178,39</b>	<b>366,41</b>	<b>102,32%</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>11 104,78</b>	<b>10 662,60</b>	<b>-442,18</b>	<b>96,02%</b>
- Traitements & Salaires	3 600,45	3 400,11	-200,34	94,44%
- Achat de biens et services	3 130,06	3 392,59	262,53	108,39%
- Subventions et transferts	3 218,17	3 113,59	-104,58	96,75%
- Intérêts dette extérieure	406,4	189,76	-216,64	46,69%
- Intérêts dette intérieure	749,7	566,55	-183,15	75,57%

<b>Dépenses en capital</b>	<b>4 685,19</b>	<b>5 395,00</b>	<b>709,81</b>	<b>115,15%</b>
- Sur financement intérieur	2 537,13	3172,2	<b>635,07</b>	<b>125,03%</b>
- Sur financement extérieur	2 070,00	2 155,19	<b>85,19</b>	<b>104,12%</b>
- Subvention en Capital	78,06	67,61	<b>-10,45</b>	<b>86,61%</b>
<b>Prises de Part ; Prêts nets</b>	<b>20,34</b>	<b>72,15</b>	<b>51,81</b>	<b>354,72%</b>
<b>Restructuration entreprises et banques</b>	<b>1,67</b>	<b>0</b>	<b>-1,67</b>	<b>0,00%</b>
<b>BAS</b>	<b>0</b>	<b>48,64</b>	<b>48,64</b>	<b>0,00%</b>

Source : TOFE fin décembre 2017/DNB

A fin décembre 2017, les traitements et salaires sont exécutées à hauteur de 3 400,11 Mds sur un objectif annuel de 3 600,45 Mds, soit une économie de 200,34 Mds (94,44%). Cette contraction est essentiellement due au non-paiement par l'Etat des cotisations employeur à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale des Agents de l'Etat (CNPSAE) conformément au protocole d'accord établi avec les partenaires sociaux et la non application des statuts particuliers de certains fonctionnaires.

Les dépenses sur biens et services se sont chiffrées à 3 392,59 Mds, soit un taux d'exécution de 108,39% par rapport à l'objectif annuel de 3 130,06 Mds. Sur cette rubrique, il a été enregistré un dépassement de 262,53 Mds.

Au titre des subventions et transferts, les dépenses ont été exécutées à hauteur de 3 113,59 Mds sur un objectif en loi de finances de 3 218,17 Mds, soit une économie de 104,58 Mds.

Au niveau des intérêts de la dette, le niveau d'exécution a atteint 756,31 Mds en 2017 sur une prévision de 1 156,10 Mds, soit une contraction de 339,79 Mds imputable aux intérêts sur la dette intérieure pour 183,15 Mds et aux intérêts sur la dette extérieure pour 216,64 Mds.

### 2.1.6. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement ont totalisé 5 395,00 Mds en 2017 sur un objectif annuel de 4 685,19 Mds, soit un dépassement de 709,81 Mds dont 635,07 Mds sur financement BND 85,19 Mds sur financement extérieur contre une contraction de 10,45 Mds sur les subventions en capital. Ces investissements ont été financés sur ressources extérieures à hauteur de 39,94%. Rapportées au PIB, elles représentent 2,46%.

Les dépenses de prises de participation et restructuration entreprises et banques se sont chiffrées à 72,15 Mds, soit un taux d'exécution de 326,47% essentiellement dû à l'apurement des arriérés de participations à divers organismes (BIDC, BAD, BM, Crédit Rural de Guinée).

Le Budget d'Affectation Spéciale a été exécuté à hauteur de 48,64 Mds sur une prévision nulle en loi de finances.

### 2.1.7. Solde budgétaire

Le solde budgétaire hors dons se chiffre à - 3 244,7 Mds représentant -3,71% du PIB et le solde de base s'élève à -882,83 Mds soit -1,01% du PIB contre des objectifs respectifs de - 2 322,6 Mds et 153,79 Mds.

## 2.2. Exécution premier trimestre 2018 et projection à fin 2018

### 2.2.1. Ressources

L'exécution globale des recettes au 31 mars 2018 se chiffrent à 3 348, 89 Mds sur une prévision en loi de finances initiale de 18 537,02 Mds, soit un taux de réalisation de 18,06%.

Cette exécution suivant la nouvelle Nomenclature Budgétaire de l'Etat (NBE) concerne les recettes fiscales pour 2 961, 56 Mds (18,87%) et les autres recettes pour 387,33 Mds (79,94%).

**Tableau N°3 :** Situation de la mobilisation des recettes au 31 mars 2018 et leurs projections à fin décembre

Libellé	LFI 2018	Réalisation fin mars	Ecart	Taux d'exécution	Projection à fin décembre
<b>RECETTES FISCALES</b>	15 697,07	2 961,56	-13 113,06	18,87%	14 238,26
<b>DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS</b>	2 355,40	0,00	-2 355,40	0,00%	1 347,00
<b>AUTRES RECETTES</b>	484,54	387,33	-97,21	79,94%	849,00
<b>TOTAL</b>	<b>18 537,02</b>	<b>3 348,89</b>	<b>-15 188,13</b>	<b>18,06%</b>	<b>16 434,26</b>

#### Analyse de l'exécution par nature de recettes

##### – Recettes fiscales

Sur une prévision de 15 697,07Mds en loi de finances initiale, les recettes fiscales ont été réalisées à la fin du premier trimestre 2018 à hauteur de 2 961,56 Mds, soit 18,87%. Au cours des trois premiers mois de l'année, la mobilisation des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales a atteint 23,71%, les impôts et taxes sur les revenus et bénéfices 12,01% et les autres recettes fiscales 10,39%.

A la fin de l'exercice budgétaire 2018, les recettes fiscales sont projetées à 14 238,26 Mds, soit une dégression d'environ 1 458,81 Mds (-9,29%). Cette diminution porte principalement sur les impôts sur les biens et services pour 969 Mds (10,95%), les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 469 Mds (14,99%), Impôts sur les salaires et la main d'œuvre pour 104,28 Mds (52,79%) et les Impôts sur le patrimoine pour 33 Mds (54,57%).

**Tableau 4:** Exécution des recettes fiscales à fin mars et les projections à fin décembre 2018.

Libellés	LFI 2018 (1)	Réalisation n 30 mars 2018 (2)	Ecart (3=2-1)	Taux réalisat ion (4=2/1)	Projection à fin décembre (5)	Ecart (6=5-1)	Taux accroisseme nt (7=6/1)
Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	3 370,97	404,93	-2 966,04	12,01%	3 487,45	116,48	3,46%
Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	197,53	59,35	-138,18	30,05%	93,25	-104,28	-52,79%
Impôts sur le patrimoine	60,47	13,45	-47,02	22,24%	27,47	-33,00	-54,57%
Impôts sur les biens et services	8 847,65	1 732,36	-7 115,29	19,58%	7 878,65	-969,00	-10,95%
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	3 128,76	741,95	-2 386,81	23,71%	2659,76	-469,00	-14,99%
Autres recettes fiscales	91,69	9,53	-82,16	10,39%	91,68	-0,01	-0,01%
<b>TOTAL</b>	<b>15 697,07</b>	<b>2 961,56</b>	<b>-12 735,51</b>	<b>18,87%</b>	<b>14 238,26</b>	<b>-1 458,81</b>	<b>-9,29%</b>

Source: LFI 2018/DNB

### - Autres recettes

Au niveau de cette catégorie, sur un objectif annuel initial de 484,54 Mds, les réalisations s'élèvent à 387,33 Mds, soit un taux de 79,94%. Les recettes diverses sont mobilisés à hauteur de 437,03% suivies des ventes des biens et services pour 6,45% et les revenus de la propriété pour 1,14%.

Par rapport à la prévision initiale de 2018, les autres recettes sont projetées à fin décembre pour 849 Mds, soit une augmentation de 364,46 Mds (75,22%) portant essentiellement sur les recettes diverses pour 400 Mds (476,30%) et une diminution des revenus de la propriété pour 35,54 Mds (37,92%).

**Tableau 5:** Situation des autres recettes à la fin du premier trimestre et leur projection à fin décembre 2018.

Libellés	LFI 2018 (1)	Réal. 30 mars 2018 (2)	Ecart (3=2-1)	Taux de Réal. (4=2/1)	Projection à fin décembre (5)	Ecart (6=5-1)	Taux accroissem ent (7=6/1)
<b>Autres Recettes</b>	<b>484,54</b>	<b>387,33</b>	<b>-97,21</b>	<b>79,94%</b>	<b>849,00</b>	<b>364,46</b>	<b>75,22%</b>
Revenu de la propriété	93,73	1,07	-92,66	1,14%	58,19	-35,54	-37,92%
Vente de biens et services	298,19	19,23	-278,96	6,45%	298,19	0,00	0,00%
Amendes, pénalités et confiscations	8,64	0,00	-8,64	0,00%	8,64	0,00	0,00%
Transferts	0		0,00	0,00%	0	0,00	0,00%
Recettes diverses	83,98	367,02	283,04	437,03%	483,98	400,00	476,30%

Source: LFI 2018/TOFE DNB

**Tableau N°6:** Réalisations à fin mars et les projections à fin décembre 2018 par régies de recettes.

Régies	LFI 2018 (1)	Réal. 31 mars 2018	Ecart (3)	Taux de Réal. (4=2/1)	Projection fin décembre	Ecart	Taux accroissement
DNI	7 690,07	1 413,73	-6 276,34	18,38%	10 142,54	2 452,47	31,89%
DGD	5 837,1	1 360,13	-4 696	23,30%	4 363,04	-1 474,06	-25,25%
DNTCP	5 654,44	575,04	-5 203,81	10,17%	6 608,54	954,1	16,87%

### - Dons, Legs et Fonds de concours

Au cours du premier trimestre 2018, les dons, legs et fonds de concours n'ont pas connu d'exécution sur une prévision annuelle de 2 355,40 Mds.

Projetées à fin décembre 2018, les dons, legs et fonds de concours enregistrent une baisse de 42,81% par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale.

**Tableau N°7 :** Niveau de mobilisation des ressources extérieures à fin mars et projection à fin décembre 2018.

Libellés	LFI 2018 (1)	Réal. 31 mars 2018	Ecart (3)	Taux de Réal. (3=2/1)	Projection fin décembre	Ecart	% d'accroissement
<b>Dons, Legs et Fds de Concours</b>	<b>2 355,40</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 355,40</b>	<b>0,00%</b>	<b>1 347,00</b>	<b>-1 008,40</b>	<b>-42,81%</b>
Dons	2 355,40	0	-2 355,40	0,00%	0,00	-2 355,40	-100,00%
Legs	0,00	0	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%
Fonds de Concours	0,00	0	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%

Source: LFI 2018/PLFR 2018/DNB

### 2.2.2. Dépenses

L'exécution des dépenses publiques pour les trois premiers mois de l'exercice budgétaire 2018 sur la base des *prises en charge comptables* se chiffre à 2 097,48 Mds, soit un taux de 10,05% par rapport à un objectif annuel de 20 861,89 Mds. Cette exécution concerne les dépenses courantes pour 1950 Mds (15,22 %) et les dépenses d'investissement pour 147,48 Mds (1,83%).

Les dépenses totales sont projetées à fin décembre 2018 pour 14 559,94 Mds contre une prévision en loi de finances initiale de 20 861,89 Mds, soit une diminution de 6 301,95 Mds (30,21%). Cette diminution porte sur les dépenses courantes pour 762,31 Mds et les dépenses d'investissement pour 5 539, 64 Mds.

**Tableau 8** : Situation de l'exécution des dépenses à fin mars et leurs projections à fin 2018

Libellé	LFI 2018 (1)	Exécut. 30 mars 2018 (2)	Ecart (3=2-1)	Taux d'exécution (4=2/1)	Projection à fin décembre (5)	Ecart (6=5-1)	Taux accrois (7=6/1)
<b>Dépenses Totales</b>	<b>20 861,89</b>	<b>2 097,48</b>	<b>-18 764,41</b>	<b>10,05%</b>	<b>14 559,94</b>	<b>-6 301,95</b>	<b>-30,21%</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>12 814,02</b>	<b>1 950,00</b>	<b>-10 864,02</b>	<b>15,22%</b>	<b>12 051,71</b>	<b>-762,31</b>	<b>-5,95%</b>
Charges financières de la dette	1 262,00	190,19	-1 071,81	15,07%	1 185,99	-76,01	-6,02%
Dépenses de personnel	4 717,67	1 044,41	-3 673,26	22,14%	4 720,17	2,50	0,05%
Dépenses de biens & services	3 151,43	276,30	-2 875,13	8,77%	2 674,09	-477,34	-15,15%
Dépenses de transferts	3 682,92	439,10	-3 243,82	11,92%	3 471,46	-211,46	-5,74%
<b>Dépenses d'Investissements</b>	<b>8 047,87</b>	<b>147,48</b>	<b>-7 900,39</b>	<b>1,83%</b>	<b>2 508,23</b>	<b>-5 539,64</b>	<b>-68,83%</b>

Source : DNB

### 2.2.3. Dépenses courantes

Au 31 mars 2018, sur une prévision annuelle de 12 814,02 Mds, les dépenses courantes se sont établies à 1 950,00 Mds, soit un taux d'exécution de 15,22%.

A fin décembre 2018, ces dépenses sont estimées à 12 051,71 Mds contre une prévision initiale de 12 814,02 Mds, soit une diminution de 762,31 Mds (5,95%). Cette diminution porte sur les charges financières de la dette pour 76,01, les dépenses de biens et services pour 477,34 Mds et les dépenses de transfert pour 211,46 Mds tandis que les dépenses de personnel enregistrent une augmentation de 2,50 Mds.

### 2.2.4. Dépenses d'investissements

Les dépenses d'investissement ont totalisé 147,48 Mds à fin mars 2018 sur un objectif annuel de 8 047,87 Mds, soit un niveau d'exécution de 1,83%. Cette exécution porte uniquement sur les dépenses d'investissement sur ressources propres. A la fin de l'exercice budgétaire les dépenses en capital sont estimées à 2 508,23 Mds, soit une baisse de 5 539,64 Mds (68,83%) par rapport à la loi de finances initiale. Cette baisse porte sur les dépenses d'investissement sur financement extérieur pour 4 810,50 Mds et les dépenses d'investissement sur ressources propres pour 729,14 Mds.

### 2.2.5. Soldes budgétaires

Le solde de base à fin mars 2018, se chiffre à 486,53 Mds soit 0,49% du PIB contre un objectif du programme FMI de 346,00 Mds.

Projeté à fin décembre 2018, le solde de base se chiffre à 4 507,69 Mds soit 4,23% du PIB contre un objectif en LFI de 4 035,78 Mds soit et de 4,05% du PIB.

### Chapitre 3. Cadre budgétaire à moyen terme 2019-2021

Le cadrage budgétaire 2019-2021 s'inscrit dans la logique de la mise en application effective des dispositions de la Loi Organique Relative aux Lois de Finances, de la poursuite des efforts de mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES), de l'approbation par le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International (FMI) et de la première revue de notre programme économique et financier soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) pour la période 2017-2020. Cette approbation dénote la qualité des résultats obtenus par le Gouvernement dans la conduite de la politique économique et financière dont l'objectif principal est de générer une croissance forte et plus inclusive pour réduire la pauvreté et améliorer le niveau de vie de nos populations, tout en préservant la stabilité macroéconomique.

Les objectifs de ce cadrage budgétaire tiennent également compte de la perspective des élections législatives et présidentielles à venir, de la nouvelle structure gouvernementale ainsi que des orientations contenues dans la déclaration de politique générale du Gouvernement prononcée par Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement à l'Assemblée Nationale le 27 juin 2018.

Ce cadrage budgétaire tire ses hypothèses du cadrage macroéconomique<sup>1</sup> convenu avec le FMI et prend en compte les résultats de l'activité économique du pays en 2017 et les perspectives macroéconomiques de la période 2018-2021. Les variables fondamentales sont le taux de croissance du Produit Intérieur Brut, le taux de change du dollar, le taux d'inflation, le volume des importations de biens et services, le volume de production des ressources minières et d'autres variables jugées pertinentes.

Les principales hypothèses retenues pour le présent cadrage budgétaire se résument comme suit :

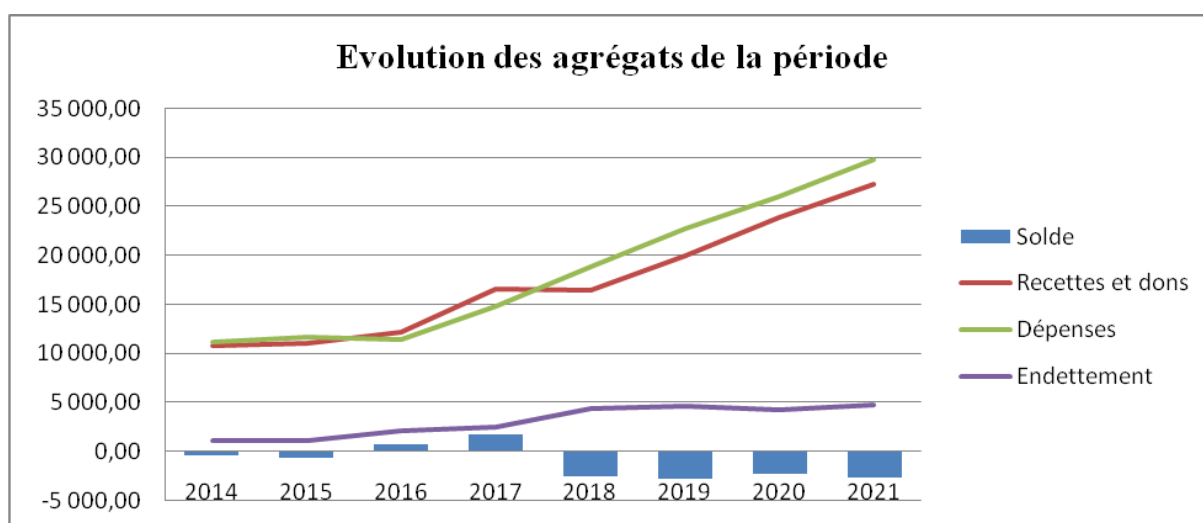
- Réaliser un taux de croissance du PIB de 5,9% en 2019 ; 6,0% en 2020 et 6,0% en 2021;
- Ramener le taux d'inflation (moyenne annuelle) à 8% en 2019 ; 7,9% en 2020 et 7,8% en 2021 ;
- Réaliser un taux de pression fiscale de 14,71% en 2019; 15,45% en 2020 et 15,53% en 2021 ;
- Stabiliser le taux de change à 9 824,7 GNF pour 1 Dollar en 2019 ; 10 390,4 en 2020 et 10 984,6 en 2021.

Le taux de croissance pourrait atteindre une moyenne de 9,3% dans les projections du PNDES pour la période 2018-2020 en raison de la poursuite de l'accélération des activités dans les sous-secteurs de l'extraction, de l'Agriculture, de l'énergie et de l'hôtellerie.

---

<sup>1</sup> Cadrage macroéconomique FMI du 17 mai 2018

**Graphique N°1 :** Evolution des agrégats budgétaires sur la période 2019-2021



### 3.1. Evolution des agrégats budgétaires sur la période

Il est important de noter que la présentation des projections du cadrage budgétaire 2019-2021 est faite sur la base de la nouvelle Nomenclature Budgétaire de l'Etat (NBE) conformément à la LORF et au Manuel de Statistiques des Finances Publiques 2001 du FMI. Cette nouvelle présentation a eu pour conséquences des retraitements qui ont abouti à des modifications au niveau des recettes, dépenses, soldes et financement par rapport aux exercices précédents. Pour ces raisons, la comparaison entre ce présent cadrage et celui de 2018-2020 ne semble pas pertinente pour des fins d'analyse.

Sur la base des hypothèses susmentionnées, les recettes devront s'accroître de 21,14% en 2019 ; 19,56% en 2020 et 14,43% en 2021 avec une moyenne de 18,38%.

Les dépenses budgétaires évolueront dans les proportions suivantes : 20,06% en 2019 ; 14,67% en 2020 et 14,58% en 2021, soit une moyenne de 16,4% sur la période.

#### 3.1.1. Recettes

Les recettes projetées sur la période 2019-2021 se chiffrent à 70 948,58 Mds et sont constituées de 90,7% de recettes fiscales, 7,3% de dons, legs et fonds de concours et 2% d'autres recettes. Les recettes s'accroissent de 21% en 2019; 17% en 2020 et 14% en 2021, soit un taux moyen de 18%. Rapportées au PIB, elles représentent respectivement 16,3% en 2019, 17% en 2020 et 2021.

**Tableau N°9:** Projection des recettes par nature

Libellé	LF 2018	PLFR 2018	Project. 2019	Project. 2020	Project. 2021	Total 2019-2021	Part
<b>RECETTES FISCALES</b>	15 697,07	14 238,26	17 952,40	21 574,73	24 794,65	64 321,78	90,66%
<b>DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS</b>	2 355,40	1 347,00	1 534,60	1 754,90	1 916,61	5 206,11	7,34%
<b>AUTRES RECETTES</b>	484,54	849,00	420,93	473,02	526,74	1 420,69	2,00%
<b>TOTAL</b>	<b>18 537,02</b>	<b>16 434,26</b>	<b>19 907,93</b>	<b>23 802,65</b>	<b>27 238,00</b>	<b>70 948,58</b>	<b>100%</b>

Source : DNB

### 3.1.2. Recettes fiscales

Les recettes fiscales sont projetées à 17 952,40 Mds en 2019 ; 21 574,73 Mds en 2020 et 24 794,65 Mds en 2021, soit un total de 64 321,78 Mds sur les trois ans. Elles enregistrent respectivement un taux d'accroissement annuel de 26,09% en 2019, 20,18% en 2020 et 14,92% en 2021 avec une moyenne de 20,40% pour la période.

Rapportées au PIB, les recettes fiscales représentent 14,7% en 2019 et 15,5% pour 2020 et 2021. Leurs parts dans le total des recettes se situent autour de 91% sur les trois années.

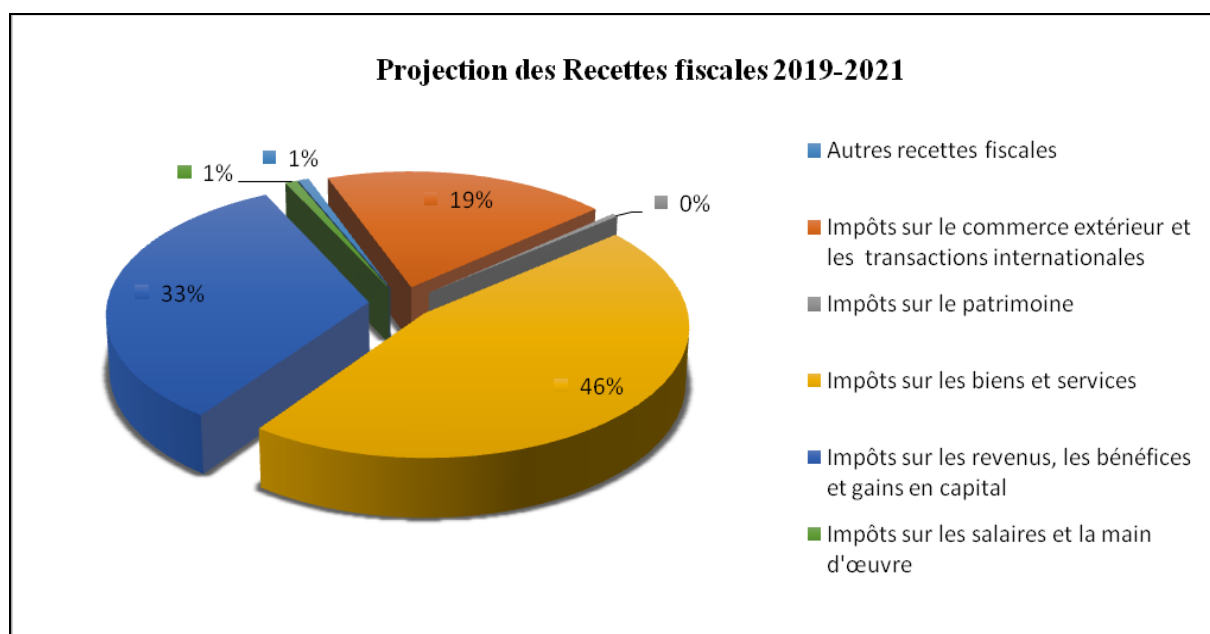
**Tableau N°10:** Projection des recettes fiscales par catégorie

Libellé	LFI 2018	PLFR 2018	Project. 2019	Project. 2020	Project. 2021	Total 2019-2021	Part
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>15 697,07</b>	<b>14 238,25</b>	<b>17 952,40</b>	<b>21 574,73</b>	<b>24 794,65</b>	<b>64 321,78</b>	<b>100%</b>
Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	3 370,97	3 487,45	5 517,88	7 197,06	8 425,51	21 140,45	32,87%
Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	197,53	93,25	124,92	167,36	224,21	516,49	0,80%
Impôts sur le patrimoine	60,47	27,47	80,97	113,37	87,51	281,85	0,44%
Impôts sur les biens et services	8 847,65	7 878,64	8 520,22	9 832,46	11 159,74	29 512,42	45,88%
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	3 128,76	2 659,76	3 592,30	4 108,92	4 689,28	12 390,50	19,26%
Autres recettes fiscales	91,69	91,68	116,11	155,56	208,40	480,07	0,75%

Source : DNB

Il convient de préciser que les taux de pression fiscale du cadrage budgétaire 2019-2021 sont en dessous du minima de **20%** requis dans le cadre des critères de convergence CEDEAO pour le financement du développement.

**Graphique N°2 :** Projection des recettes fiscales sur la période 2019-2021



### 3.1.3. Dons, legs et fonds de concours

Pour les trois prochaines années, les dons, legs et fonds de concours sont projetés à hauteur de 5 206 Mds. Ils augmentent de 13,93% en 2019 et progressent de 14,36% sur l'exercice 2020 et 9,21% en 2021. Cette catégorie constituée uniquement des dons se décompose en dons appuis budgétaires pour 2 081,71 Mds et en dons projets et programmes pour 3 124,40 Mds sur l'ensemble de la période.

**Tableau N°11:** Evolution des dons, legs et fonds de concours de 2019 à 2021

Libellés	LFI 2018	PLFR 2018	Project. 2019	Project. 2020	Project. 2021	Total 2019-2021	Part
<b>DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS</b>	<b>2 355,40</b>	<b>1 347,00</b>	<b>1 534,60</b>	<b>1 754,90</b>	<b>1 916,61</b>	<b>5 206,11</b>	<b>100%</b>
<b>DONS</b>	<b>2 355,40</b>	<b>1 347,00</b>	<b>1 534,60</b>	<b>1 754,90</b>	<b>1 916,61</b>	<b>5 206,11</b>	<b>100%</b>
<i>Dons reçus des Gouvernements étrangers</i>	<i>2 355,40</i>	<i>1 347,00</i>	<i>1 534,60</i>	<i>1 754,90</i>	<i>1 916,61</i>	<i>5 206,11</i>	<i>100%</i>
<i>Dons Appui Budgétaire</i>	<i>1 146,00</i>	<i>495,00</i>	<i>625,90</i>	<i>719,3</i>	<i>736,51</i>	<i>2 081,71</i>	<i>39,99%</i>
<i>Dons Projets et Programmes</i>	<i>1 209,40</i>	<i>852,00</i>	<i>908,70</i>	<i>1035,6</i>	<i>1180,1</i>	<i>3 124,40</i>	<i>60,01%</i>

Source : DNB

La part des dons dans le total des recettes se situe à 7,71 % en 2019 ; 7,37% en 2020 et 7,04% en 2021.

### 3.1.4. Autres recettes

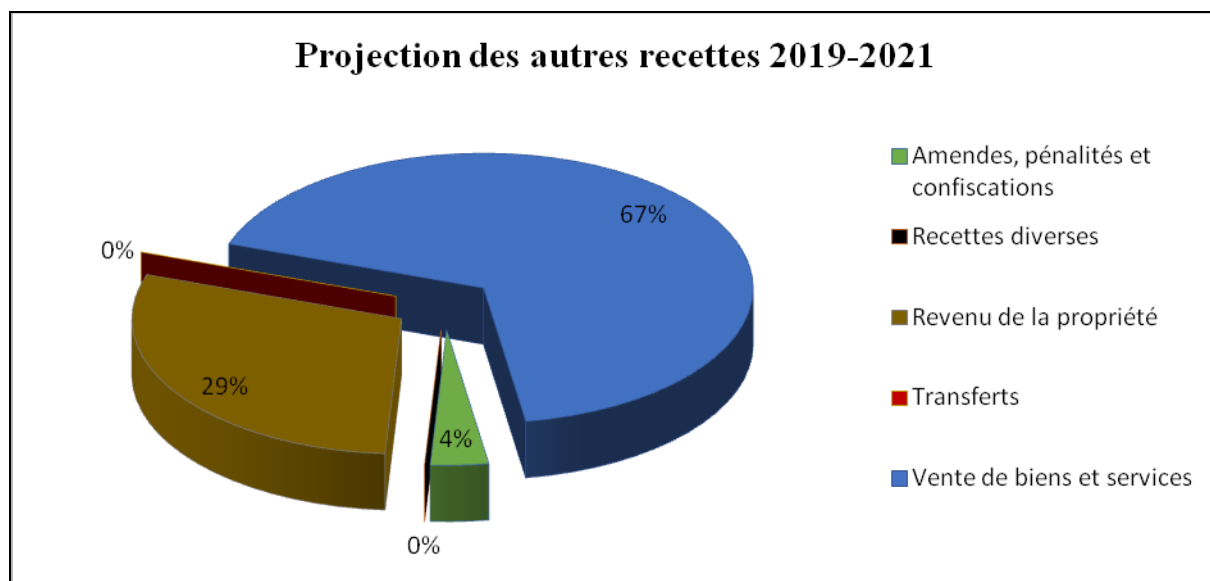
Pour la période 2019-2021, les autres recettes sont estimées à 1 420,69 Mds dont 420,93 Mds en 2019 ; 473,02 Mds en 2020 et 526,74 Mds en 2021. Pour l'année 2019 comparée à 2018, les autres recettes baissent de 50,4%. Leurs parts respectives dans la masse globale des recettes se situent autour de 2,01% sur les 3 années.

**Tableau N°12:** Projection des autres recettes pour la période 2019-2021

Libellés	LFI 2018	PLFR 2018	Project. 2019	Project. 2020	Project. 2021	Total 2019-2021	Part
Revenu de la propriété	93,73	58,19	149,15	153,48	154,51	457,14	32,18%
Vente de biens et services	298,19	298,19	261,18	306,52	353,93	921,63	64,87%
Amendes, pénalités et confiscations	8,64	8,64	10,60	13,02	18,30	41,92	2,95%
Recettes diverses	83,98	483,98	0	0	0	0,00	0,00%
<b>Total</b>	<b>484,54</b>	<b>849,00</b>	<b>420,93</b>	<b>473,02</b>	<b>526,74</b>	<b>1 420,69</b>	<b>100%</b>

Source : Cadrage DNB

**Graphique N°3 :** Projection des autres recettes sur la période 2019-2021



### 3.1.5. Dépenses

Dans le tableau des opérations financières des administrations publiques, les **dépenses** sont projetées globalement à 78 519,04 Mds dont 22 690,03 Mds en 2019 ; 26 018,15 Mds en 2020 et 29 810,86 Mds en 2021. Elles s'accroissent respectivement de 20,06% par rapport à 2018, 14,67% en 2020 et 14,58% en 2021. Rapportées au PIB, elles se situent autour de 18,6% sur la période.

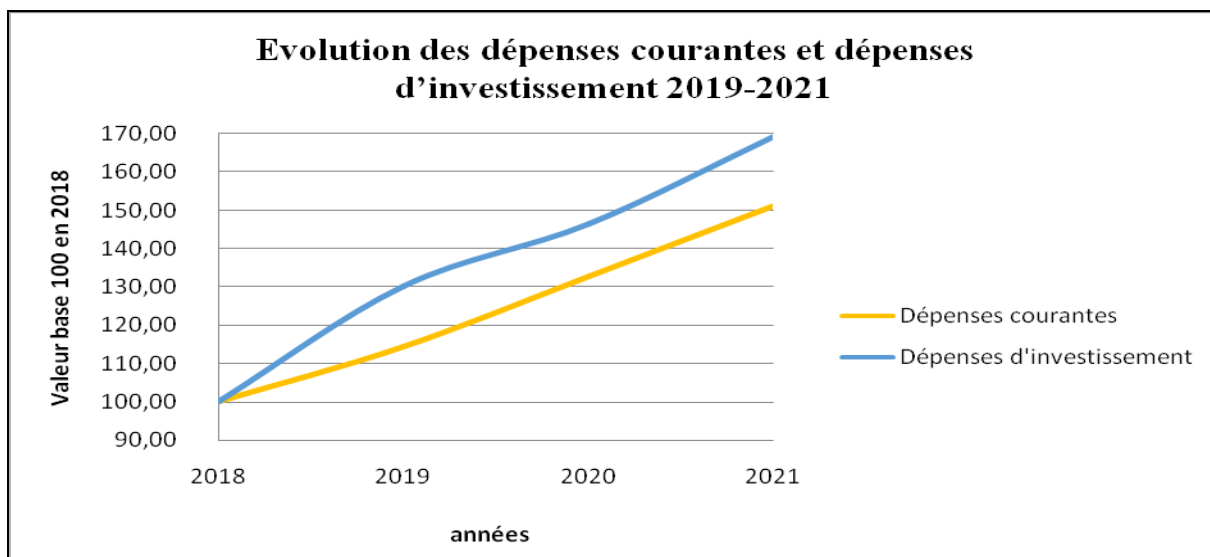
**Tableau N°13:** Projection des dépenses par nature

Rubriques	LFI 2018	PLFR 2018	2019	2020	2021	Total 2019-2021	Part
<b>Dépenses courantes</b>	<b>12 814,02</b>	<b>12 037,82</b>	<b>13 757,13</b>	<b>15 974,95</b>	<b>18 200,66</b>	<b>47 932,74</b>	<b>61,05%</b>
Charges financières de la dette	1 262,00	1 186,00	1 194,30	1 270,80	1 542,90	4 008,00	5,10%
<i>intérêts dette intérieure</i>	923,00	923,00	912,40	905,50	1 117,40	2 935,30	3,74%
<i>intérêts dette extérieure</i>	339,00	263,00	281,90	365,30	425,50	1 072,70	1,37%
Dépenses de personnel	4 717,67	4 620,17	5 479,90	6 499,41	7 473,41	19 452,72	24,77%
Dépenses de biens et services	3 151,43	2 760,19	3 174,63	3 662,69	4 001,72	10 839,04	13,80%
Dépenses de transferts	3 682,92	3 471,46	3 908,30	4 542,05	5 182,63	13 632,98	17,36%
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>8 047,90</b>	<b>6 861,20</b>	<b>8 932,90</b>	<b>10 043,20</b>	<b>11 610,20</b>	<b>30 586,30</b>	<b>38,95%</b>
<i>immobilisations non financières</i>	7 954,17	6 767,50	8 910,90	10 019,20	11 584,20	30 514,30	38,86%
<i>immobilisations financières</i>	93,73	93,70	22,00	24,00	26,00	72,00	0,09%
<b>TOTAL</b>	<b>20 861,92</b>	<b>18 899,02</b>	<b>22 690,03</b>	<b>26 018,15</b>	<b>29 810,86</b>	<b>78 519,04</b>	<b>100%</b>

Source : Cadrage DNB

Dans le tableau ci-dessus, les dépenses courantes représentent pour les trois années 47 933 Mds dont 13 757 Mds en 2019 ; 15 975 Mds en 2020 et 18 201 Mds en 2021. En pourcentage du PIB, elles représentent en moyenne environ 11,37% sur la période. Quant aux dépenses d'investissement elles se chiffrent à 30 586 Mds, soit 39% du total des dépenses avec une moyenne de 7,2% du PIB.

**Graphique N°4 :** Evolution des dépenses courantes et dépenses d'investissement 2019-2021



### 3.1.6. Dépenses courantes

Pour la période 2019-2021, les dépenses courantes sont projetées à 13 757 Mds en 2019 ; 15 975 Mds en 2020 et 18 201 Mds en 2021. Par rapport à la sortie de l'exercice 2018, les dépenses courantes projetées pour 2019 ont augmenté de 1 719,3 Mds, soit un taux d'accroissement de 14,28%.

La part des **dépenses courantes** dans le total des dépenses passe de 63,7% en 2018, à 60,6% en 2019 pour se stabiliser à 61% pour les deux années suivantes. Cette tendance à la baisse traduit l'effort du gouvernement à réduire son train de vie, notamment en matière d'acquisition de véhicules et autres engins roulants, des mobiliers et équipements de bureau, de rénovation de bâtiments à usage administratif.

Au titre des **charges financières de la dette**, les projections pour 2019 sont chiffrées à 1 194,3 Mds contre une projection à fin 2018 de 1 186 Mds, soit une augmentation de 0,7%. Pour les exercices 2019 et 2020, les prévisions sont respectivement de 1 270,8 Mds et 1 542,9 Mds dénotant une tendance à la hausse des charges de la dette. La part des intérêts de la dette dans les dépenses courantes est projetée en moyenne de 5%. Les charges financières de la dette pour 2019 se décomposent en intérêts de la dette intérieure pour 912,4 Mds et intérêts de la dette extérieure pour 281,9 Mds.

Les **dépenses de personnel** sont de 5 471 Mds en 2019 ; 6 499 Mds en 2020 et 7 473 Mds en 2021, soit une progression moyenne de 17,40% sur les trois années. Cette progression de la masse salariale tient compte de la poursuite de la politique de maîtrise des effectifs de la

fonction publique tout en assurant l'accès aux services dans les zones rurales notamment pour les secteurs de l'enseignement, de la santé, de l'environnement et de la sécurité.

La part des dépenses de personnel dans les dépenses courantes reste constante pour les trois années et se situe en moyenne autour de 40,5%.

Comparé au taux du critère de convergence de la CEDEAO de 35%, les dépenses de personnel rapportées aux recettes fiscales se situent à 30,5% en 2019 et 30,1% sur les deux années suivantes.

Au titre des **dépenses de biens et services**, la projection totale sur les trois années est de 10 839 Mds dont 3 175 Mds en 2019, soit un accroissement de 1% par rapport à 2018. Les estimations d'accroissement de dépenses de biens et services pour 2019 et 2020 se situent autour de 15%. La part des dépenses de biens et services dans les dépenses courantes s'établit à 23% en 2019 pour baisser à 22% en 2021.

Pour les trois années, les **dépenses de transfert** sont évaluées à hauteur 13 633 Mds. Pour l'exercice 2019, elles sont estimées à 3 908,3 contre une projection à fin décembre 2018 de 3 471,5 Mds, soit un accroissement de 12,6%. Cette augmentation se justifie essentiellement par la prise en charge des frais de location des locaux occupés par certaines Institutions Constitutionnelles.

La part des dépenses de transferts dans les dépenses courantes se situe en moyenne à 28% sur les trois années.

### *3.1.7. Dépenses d'investissement*

L'enveloppe prévisionnelle du Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) 2019-2021, volet "investissement public" se chiffre à 30 514,30 Mds contre 28 760 Mds pour la période 2018-2020, soit une hausse de 6,09%. Cette enveloppe se structure en ressources propres (BND) pour 14 830 Mds, soit 48,60% contre 47% pour la période précédente et en financement extérieur (finex) pour 15 684,3 Mds, soit 51,40% contre 53% pour la période 2018-2020. Cette situation tient compte des orientations du PNDES, des données du cadrage macroéconomique, des contrats (en exécution, nouvellement approuvés et en cours d'approbation), des conventions signées et/ou en cours de négociation, des dossiers d'études disponibles, etc.

Pour l'exercice 2019, les dépenses d'investissement sont évaluées à 8 933 Mds, soit un accroissement de 30,2% par rapport aux projections à fin 2018 dont 3 745 Mds sur financement intérieur et 5 188 Mds sur financement extérieur. Pour les deux dernières années, elles sont projetées respectivement à 10 043 Mds et 11 610 Mds.

Rapportées au PIB, les dépenses d'investissement se situent à environ 7,3% en 2019, 7,2% en 2020 et 7,3% en 2021.

Les prévisions de dépenses d'investissement en immobilisations non financières sur la période 2019-2021 sont présentées par pilier du PNDES, secteur d'activités et nature de financement dans les tableaux ci-dessous:

**Tableau 14 :** Répartition des projections du CBMT 2019-2021 par pilier du PNDES

<b>PILIER</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2019-2020</b>	<b>Part</b>
<b>Pilier1:</b> Promotion d'une Bonne Gouvernance au Service du Développement Durable	752,23	922,47	1 674,70	8,85%
<b>Pilier 2:</b> Transformation Economique Durable et Inclusive	6 655,55	7 111,01	13 766,56	72,72%
<b>Pilier 3:</b> Développement Inclusif du Capital Humain	1 407,51	1 840,00	3 247,50	17,16%
<b>Pilier 4:</b> Gestion Durable du Capital Naturel	95,61	145,72	241,33	1,27%
<b>Total</b>	<b>8 910,90</b>	<b>10 019,20</b>	<b>18 930,09</b>	<b>100%</b>

Dans la ventilation des dépenses totales du cadrage budgétaire 2019-2020<sup>2</sup>, il apparaît que le Pilier 2 « Transformation Economique Durable et Inclusive » absorbe à lui seul 72,7% consacré essentiellement à la réalisation des infrastructures. Le Pilier 3 « Développement Inclusif du Capital Humain » reçoit 17,1% des dépenses d'investissement, tandis que les Piliers 1 « Promotion d'une Bonne Gouvernance au Service du Développement Durable » et 4 « Gestion Durable Du Capital Naturel » bénéficient respectivement de 8,8% et 1,3% sur les deux ans. La répartition des dépenses prévisionnelles de 2019 par pilier suit la même tendance de répartition avec 74,69% pour le Pilier 2, 15,80% pour le Pilier 3 et 8,4% pour le Pilier 1 avec une prédominance du financement sur ressources extérieures.

Comparées aux enveloppes budgétaires du PNDES, les projections du cadrage pour les années 2019 et 2020 enregistrent des baisses respectives de 12,80% et 18,52%.

#### **Répartition des dépenses d'investissement 2019-2021 par secteur**

**Tableau N°15:** Projection des dépenses d'investissement par secteurs et sous-secteurs 2019-2021

<b>NOMENCLATURE</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2019 - 2021</b>	
	<b>Total 1</b>	<b>Total 2</b>	<b>Total 3</b>	<b>TOTAL</b>	<b>PART</b>
<b><u>DEVELOPPEMENT RURAL</u></b>	<b>825,3</b>	<b>892,2</b>	<b>1 399,7</b>	<b>3 117,2</b>	<b>10,2%</b>
Agriculture	540,3	621,9	870,3	2 032,5	65,2%
Elevage	18,4	28,4	63,1	109,8	3,5%
Pêche	57,8	56,9	23,1	137,8	4,4%
Forêts / Hydraulique Villageoise.	208,9	185,0	443,3	837,1	26,9%

<sup>2</sup> Période couverte par le PNDES

<b><u>MINES-INDUSTRIE-EAU-ENERGIE</u></b>	<b>1 428,9</b>	<b>2 277,0</b>	<b>3 587,5</b>	<b>7 293,4</b>	<b>23,9%</b>
Mines-Géologie-Environnement	86,9	156,5	96,0	339,3	4,7%
Industrie-PME-Commerce-Artisanat	83,0	34,2	16,7	133,9	1,8%
Eau Urbaine	95,7	222,9	611,3	929,9	12,7%
Energie	942,8	1 667,6	2 596,3	5 206,8	71,4%
Hydraulique	199,7	146,5	232,7	578,9	7,9%
Hotellerie - Tourisme	20,8	49,3	34,5	104,6	1,4%
<b><u>INFRASTRUCTURES</u></b>	<b>4 272,0</b>	<b>3 731,9</b>	<b>3 516,9</b>	<b>11 520,8</b>	<b>37,7%</b>
Urbanisme-Habitat	305,7	258,6	173,7	738,1	9,2%
Travaux Publics	3 831,6	3 307,5	3 213,6	10 352,7	89,8%
Transports / Météo	19,5	18,9	9,7	48,1	0,6%
Télécom./Postes	115,2	146,9	119,9	381,9	4,7%
<b><u>SOCIAL</u></b>	<b>1 407,5</b>	<b>1 847,2</b>	<b>2 174,9</b>	<b>5 429,6</b>	<b>17,8%</b>
<i><b>Santé / Affaires Sociales</b></i>	<b>599,5</b>	<b>761,8</b>	<b>893,5</b>	<b>2 254,7</b>	<b>41,5%</b>
* Santé Publique	514,2	637,9	810,1	1 962,2	
* Affaires Sociales	85,3	123,9	83,4	292,5	
<i><b>Education</b></i>	<b>702,7</b>	<b>662,9</b>	<b>911,4</b>	<b>2 277,1</b>	<b>41,9%</b>
* Enseignement Pré-Universitaire	166,7	165,1	205,8	537,5	
* Enseign. Sup./Recherche Scientif.	426,3	423,7	586,5	1 436,5	
* Enseign. Techn./Formation Profes.	109,8	74,1	119,1	303,1	
<i><b>Autres Secteur Social</b></i>	<b>105,3</b>	<b>422,5</b>	<b>370,0</b>	<b>897,7</b>	<b>16,5%</b>
* Communication - Culture	32,0	47,9	14,6	94,4	
* Jeunesse et Sports	73,3	374,6	355,4	803,3	
<b><u>ADMINISTRAT°/DECENTRALISAT°</u></b>	<b>814,3</b>	<b>1 010,9</b>	<b>575,0</b>	<b>2 400,2</b>	<b>7,9%</b>
Administration Générale	417,4	491,9	318,8	1 228,1	51,2%
Décentralisation / Défense-Sécurité	396,9	519,1	256,2	1 172,1	48,8%
<b><u>TOTAL HORS TAXES</u></b>	<b>8 748,1</b>	<b>9 759,2</b>	<b>11 253,9</b>	<b>29 761,2</b>	
PRISE EN CHARGE DROITS-TAXES	162,8	260,0	330,3	753,1	
Droits et Taxes sur Finex (TTC)	162,8	260,0	330,3	753,1	
<b><u>TOTAL INVESTISSEMENTS</u></b>	<b>8 910,9</b>	<b>10 019,2</b>	<b>11 584,2</b>	<b>30 514,3</b>	<b>100,0%</b>

Source : DNIP

L'examen du tableau de ventilation des dépenses d'investissement montre que sur la période 2019-2021, les infrastructures bénéficient de 37,7%, le secteur mines-industrie-eau-énergie de 23,9%, le social de 17,8% et celui du développement rural de 10,2%. Ces quatre secteurs absorbent à eux seuls 89,7% de l'enveloppe des investissements projetés.

La part accordée à ces secteurs reflète les priorités du programme économique du Gouvernement traduites dans le PNDES 2016-2020 dont l'objectif à terme est de faire de la Guinée un pays émergent, une société moderne et démocratique, ouverte sur le monde et respectueuse des valeurs universelles. Il s'agit concrètement d'impulser une croissance économique forte en vue de réduire de façon significative la pauvreté à travers la réalisation d'infrastructures économiques et sociales qui impactent la vie de nos populations notamment, les routes et pistes rurales, les barrages hydroélectriques, l'aménagement des bas-fonds,

l'adduction d'eau, la construction d'hôpitaux et de centres de santé, des écoles et universités, etc.

L'allocation de 17,10% des dépenses d'investissement au sous-secteur de l'énergie confirme la volonté du Gouvernement d'assurer l'indépendance énergétique de la Guinée et l'accès à l'eau potable pour tous en valorisant son potentiel hydroélectrique.

Dans le secteur développement rural, l'agriculture bénéficie de 6,7% du total des investissements sur les trois années traduisant ainsi les efforts à consentir pour atteindre les 10% au moins du budget de l'Etat au secteur agricole conformément aux Accords de Maputo.

Dans le secteur social, l'éducation, la santé et les affaires sociales absorbent respectivement 7,5% et 7,4% des dépenses d'investissement pour les trois années.

Dans le domaine des infrastructures, les travaux publics consomment 34% du total des efforts d'investissement sur la période, avec un accent particulier sur la réalisation d'infrastructures routières.

### **Dépenses d'investissements par sources de financement**

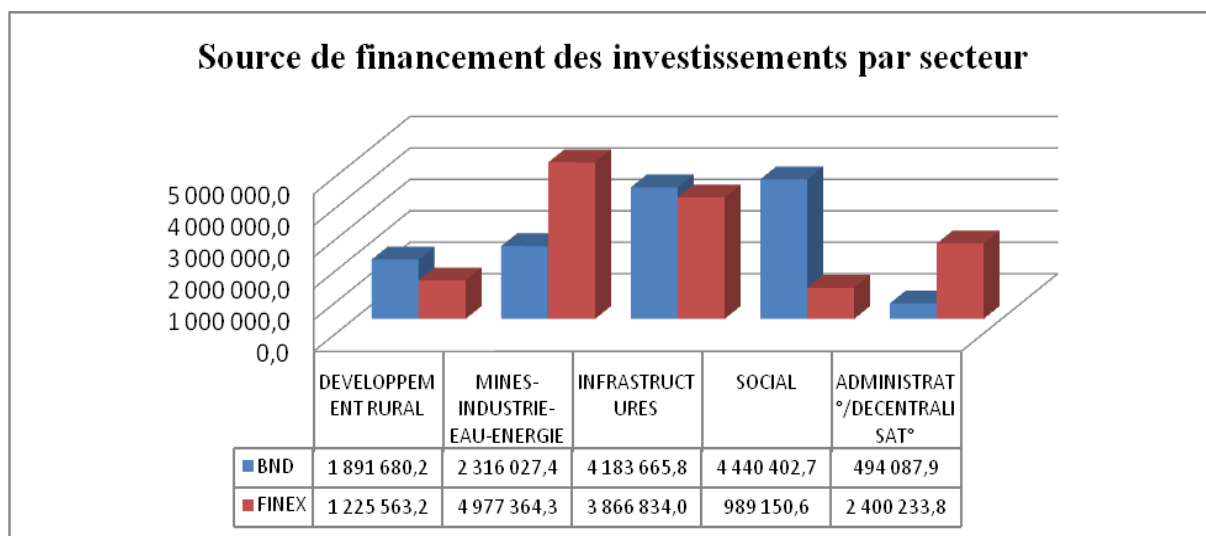
Les apports attendus des partenaires techniques et financiers extérieurs de la Guinée évalués à 15 684,30 Mds sont composés de prêts pour 10 478,2 Mds (66,8%) et de dons pour 5 206,1 Mds (33,2%).

**Tableau N°16 :** Evolution des dépenses d'investissements par sources de financement et secteur

NOMENCLATURE	2019	2020	2021	2019 - 2021	
	Total	Total	Total	TOTAL	PART
<b><u>DEVELOPPEMENT RURAL</u></b>	825,3	892,2	1 399,7	<b>3 117,2</b>	<b>10,2%</b>
<b><u>MINES-INDUSTRIE-EAU-ENERGIE</u></b>	<b>1 428,9</b>	<b>2 277,0</b>	<b>3 587,5</b>	<b>7 293,4</b>	<b>23,9%</b>
<b><u>INFRASTRUCTURES</u></b>	<b>4 272,0</b>	<b>3 731,9</b>	<b>3 516,9</b>	<b>8 050,5</b>	<b>26,4%</b>
<b><u>SOCIAL</u></b>	<b>1 407,5</b>	<b>1 847,2</b>	<b>2 174,9</b>	<b>5 429,6</b>	<b>17,8%</b>
<b><u>ADMINISTRAT°/DECENTRALISAT°</u></b>	<b>814,3</b>	<b>1 010,9</b>	<b>575,0</b>	<b>2 400,2</b>	<b>7,9%</b>
<b><u>TOTAL INVESTISSEMENTS</u></b>	<b>8 910,9</b>	<b>10 019,2</b>	<b>11 584,2</b>	<b>30 514,3</b>	<b>100,0%</b>

Source : DNIP

**Graphique N°5:** Type de financement par secteur de la période



### 3.1.8. Dépenses par fonction

La classification fonctionnelle repose sur le critère de la fonction, ou objectif socioéconomique de la dépense qui décrit l'évolution des dépenses de l'Etat sur un horizon pluriannuel indépendamment de leur rattachement.

**Tableau N°17 :** projection des ressources par fonction

FONCTION	Proj. 2019	Proj. 2020	Proj. 2021	Total 2019-2021	Part
SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	4 907	5 278	5 682	15 867	20,2%
DEFENSE	1 805	2 237	2 599	6 641	8,5%
ORDRE ET SECURITE PUBLICS	450	548	625	1 623	2,1%
AFFAIRES ECONOMIQUES	6 811	7 191	8 068	22 070	28,1%
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	320	363	408	1 091	1,4%
LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	742	870	1 072	2 685	3,4%
SANTE	1 971	2 405	2 818	7 194	9,2%
LOISIRS, CULTURE ET CULTE	348	429	497	1 274	1,6%
ENSEIGNEMENT	3 467	4 500	5 367	13 334	17,0%
PROTECTION SOCIALE	1 853	2 176	2 652	6 681	8,5%
<b>Total général</b>	<b>22 673</b>	<b>25 998</b>	<b>29 788</b>	<b>78 459</b>	<b>100,0%</b>

L'examen du tableau ci-dessus montre que pour atteindre ses objectifs socioéconomiques, le gouvernement continue à axer ses efforts sur les fonctions Affaires économiques, Services généraux des administrations publiques, Enseignement, Défense et Santé qui absorbent près de 83% du total des projections de la période.

- L'enveloppe du budget projeté en faveur de la fonction Affaires économiques s'élève à 28,10% du total du budget de la période. Pour 2019, la part de cette fonction représente 30% du total des dépenses contre 29,9% en 2018.

- Sur la période 2019-2021, l'enveloppe allouée aux services généraux des administrations publiques représentent 20,20%. Cette enveloppe représente 21,6% en 2019 contre 23,18% en 2018.
- La part de la fonction Enseignement sur la même période atteint 17,00%. Toutefois, cette enveloppe est estimée à 15,30% en 2019 contre 14,80% en 2018. Cette allocation vise à améliorer le système éducatif à travers la qualification du personnel enseignant, la construction et la réhabilitation d'infrastructures scolaires. Ce taux est largement en deça de l'objectif de 30% fixé par les critères de convergence de la CEDEAO.
- La fonction Défense reçoit sur les trois années à venir 8,50% du total des dépenses projetées. Ce taux est de 8% en 2019 contre 9,25% dans le budget 2018. Cette baisse d'allocation résulte de la volonté du Gouvernement de maîtriser les dépenses publiques dans le cadre du programme de réforme du secteur de sécurité.
- Quant à la fonction santé, sa part sur la période s'élève à 9,20%. En 2019, cette enveloppe est de 8,7% contre 7,71% en 2018. L'essentiel de cette allocation sera consacré aux services de santé publique et aux services hospitaliers notamment les dispensaires, maternités ainsi qu'aux services de médecine spécialisés.
- La fonction protection sociale atteindra 8,50% sur la période du cadrage. Son enveloppe représente 8,20% des dépenses totales en 2019 contre 5,36% en 2018 et servira essentiellement à renforcer l'assistance aux couches vulnérables.

### 3.1.9. Dépenses par Ministère et Institution

**Tableau N°18 :** Projection des dépenses par ministères et institutions

Ministères et Institutions	PLFI 2019	Proj. 2020	Proj. 2021	Total 2019-2021	Part
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>22 672,93</b>	<b>25 997,83</b>	<b>29 788,49</b>	<b>78 459,25</b>	<b>100,0%</b>
<b>01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>286,35</b>	<b>389,90</b>	<b>451,45</b>	<b>1 127,70</b>	<b>1,4%</b>
<b>02 PRIMATURE</b>	<b>57,53</b>	<b>75,24</b>	<b>85,72</b>	<b>218,49</b>	<b>0,3%</b>
<b>03 MINISTERE DELEGUE DE LA DEFENSE NATIONALE</b>	<b>1 804,96</b>	<b>2 236,89</b>	<b>2 598,99</b>	<b>6 640,84</b>	<b>8,5%</b>
<b>04 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION</b>	<b>393,44</b>	<b>491,00</b>	<b>604,07</b>	<b>1 488,50</b>	<b>1,9%</b>
<b>05 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>	<b>295,64</b>	<b>342,67</b>	<b>370,80</b>	<b>1 009,11</b>	<b>1,3%</b>
<b>06 MINISTERE DE LA JUSTICE</b>	<b>135,14</b>	<b>181,79</b>	<b>229,23</b>	<b>546,17</b>	<b>0,7%</b>

Ministères et Institutions	PLFI 2019	Proj. 2020	Proj. 2021	Total 2019-2021	Part
<b>07 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER</b>	<b>317,18</b>	<b>395,50</b>	<b>417,36</b>	<b>1 130,04</b>	<b>1,4%</b>
<b>08 MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT</b>	<b>107,83</b>	<b>135,63</b>	<b>167,39</b>	<b>410,85</b>	<b>0,5%</b>
<b>09 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>	<b>246,06</b>	<b>286,89</b>	<b>316,30</b>	<b>849,25</b>	<b>1,1%</b>
<b>10 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b>	<b>173,81</b>	<b>180,71</b>	<b>201,59</b>	<b>556,11</b>	<b>0,7%</b>
<b>11 MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>	<b>614,47</b>	<b>703,50</b>	<b>823,94</b>	<b>2 141,92</b>	<b>2,7%</b>
<b>12 MINISTERE DE LA PÊCHE, DE L'AQUACULTURE ET L'ECONOMIE MARITIME</b>	<b>97,61</b>	<b>113,08</b>	<b>127,66</b>	<b>338,36</b>	<b>0,4%</b>
<b>13 MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE</b>	<b>95,00</b>	<b>107,08</b>	<b>116,05</b>	<b>318,13</b>	<b>0,4%</b>
<b>14 MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS</b>	<b>3 194,36</b>	<b>3 410,55</b>	<b>3 833,36</b>	<b>10 438,27</b>	<b>13,3%</b>
<b>15 MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>	<b>167,17</b>	<b>192,86</b>	<b>222,40</b>	<b>582,43</b>	<b>0,7%</b>
<b>16 MINISTERE DU COMMERCE</b>	<b>93,89</b>	<b>111,83</b>	<b>121,22</b>	<b>326,95</b>	<b>0,4%</b>
<b>17 MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT</b>	<b>37,06</b>	<b>47,58</b>	<b>59,18</b>	<b>143,82</b>	<b>0,2%</b>
<b>18 MINISTERE DE LA SANTE</b>	<b>1 924,25</b>	<b>2 355,40</b>	<b>2 763,77</b>	<b>7 043,41</b>	<b>9,0%</b>
<b>19 MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE</b>	<b>163,06</b>	<b>212,70</b>	<b>272,23</b>	<b>647,99</b>	<b>0,8%</b>
<b>20 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONAL ET DE L'ALPHABETISATION</b>	<b>2 070,55</b>	<b>2 707,94</b>	<b>3 367,55</b>	<b>8 146,04</b>	<b>10,4%</b>
<b>21 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI</b>	<b>271,25</b>	<b>370,78</b>	<b>478,42</b>	<b>1 120,45</b>	<b>1,4%</b>
<b>22 MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>	<b>41,89</b>	<b>51,23</b>	<b>58,02</b>	<b>151,14</b>	<b>0,2%</b>
<b>23 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE</b>	<b>55,02</b>	<b>64,53</b>	<b>86,91</b>	<b>206,46</b>	<b>0,3%</b>

Ministères et Institutions	PLFI 2019	Proj. 2020	Proj. 2021	Total 2019-2021	Part
24 ASSEMBLEE NATIONALE	161,02	179,04	194,86	534,93	0,7%
25 COUR SUPREME	23,03	26,63	30,64	80,30	0,1%
26 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	16,56	19,02	20,65	56,23	0,1%
27 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	19,31	21,53	23,54	64,38	0,1%
28 SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	11,21	14,44	15,12	40,77	0,1%
29 MINISTERE DE LA COOPERATION ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE	-	0,93	-	0,93	0,0%
30 SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	59,27	72,48	88,49	220,23	0,3%
31 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	154,27	179,10	201,92	535,29	0,7%
32 MINISTERE DES TRANSPORTS	53,33	61,37	68,52	183,22	0,2%
33 GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	9,33	10,64	12,11	32,09	0,04%
34 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	1 092,72	1 385,66	1 485,07	3 963,45	5,1%
35 ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS ET MARCHES PUBLICS	16,05	18,32	20,88	55,25	0,1%
36 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	2 907,21	2 956,25	3 258,78	9 122,24	11,6%
37 MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	128,69	133,06	147,48	409,22	0,5%
40 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	25,75	29,25	32,25	87,24	0,1%
41 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES PME	100,51	133,13	145,63	379,27	0,5%
43 MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	184,80	234,71	254,32	673,83	0,9%

Ministères et Institutions	PLFI 2019	Proj. 2020	Proj. 2021	Total 2019-2021	Part
<b>46 SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME</b>	<b>5,14</b>	<b>6,78</b>	<b>7,07</b>	<b>18,99</b>	<b>0,02%</b>
<b>64 MINISTERE DU BUDGET</b>	<b>116,67</b>	<b>145,55</b>	<b>159,26</b>	<b>421,48</b>	<b>0,5%</b>
<b>67 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>15,60</b>	<b>17,20</b>	<b>18,44</b>	<b>51,23</b>	<b>0,1%</b>
<b>69 COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDANTE</b>	<b>255,99</b>	<b>342,09</b>	<b>358,40</b>	<b>956,48</b>	<b>1,2%</b>
<b>72 COUR CONSTITUTIONNELLE</b>	<b>19,72</b>	<b>22,19</b>	<b>24,68</b>	<b>66,59</b>	<b>0,1%</b>
<b>73 COUR DES COMPTES</b>	<b>35,43</b>	<b>39,30</b>	<b>42,60</b>	<b>117,33</b>	<b>0,1%</b>
<b>74 HAUTE COUR DE JUSTICE</b>	<b>1,87</b>	<b>2,14</b>	<b>2,45</b>	<b>6,47</b>	<b>0,01%</b>
<b>75 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES</b>	<b>2,55</b>	<b>2,92</b>	<b>3,34</b>	<b>8,81</b>	<b>0,01%</b>
<b>76 INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS</b>	<b>5,86</b>	<b>6,52</b>	<b>7,11</b>	<b>19,50</b>	<b>0,02%</b>
<b>77 MINISTERE DE LA CITOYENNETE ET DE L'UNITE NATIONALE</b>	<b>8,26</b>	<b>11,01</b>	<b>11,49</b>	<b>30,76</b>	<b>0,04%</b>
<b>78 MINISTERE EN CHARGE DES INVESTISSEMENTS ET DES PARTENARIATS PUBLICS ET PRIVES</b>	<b>4,68</b>	<b>6,05</b>	<b>6,66</b>	<b>17,38</b>	<b>0,02%</b>
<b>79 MINISTERE EN CHARGE DES HYDRAUCARBURES</b>	<b>4,68</b>	<b>6,05</b>	<b>6,66</b>	<b>17,38</b>	<b>0,02%</b>
<b>99 DÉPENSES COMMUNES</b>	<b>4 589,94</b>	<b>4 749,15</b>	<b>5 366,46</b>	<b>14 705,54</b>	<b>18,7%</b>

### **3.1.10. Solde budgétaire et son financement**

Le solde global prévu pour les trois années est de -2 782,1 Mds en 2019 ; -2 215,5 Mds en 2020 et -2 572,8 Mds en 2021, soit respectivement -2,3% ; -1,6% et -1,6% du PIB.

Quant au solde de base, il est de 1% du PIB environ sur les trois années.

Les moyens de financement identifiés pour couvrir le déficit budgétaire sur la période sont constitués :

- de financements extérieurs sous forme d'emprunts pour 4 617,30 Mds en 2019 ; 4 280,40 Mds en 2020 et 4 767,90 Mds en 2021 ;

- des cessions d'actifs pour 20,15 Mds en 2019, 24,76 Mds en 2020 et 34,80 Mds en 2021 ;
- des remboursements de prêts accordés pour 109,60 Mds en 2019 ; 128,34 Mds en 2020 et 157,16 Mds en 2021 ;
- des remboursements du capital des emprunts pour 1 965 Mds en 2019, 2 218 Mds en 2020 et 2 387 Mds en 2021.

## 3.2. Mesures de politique budgétaire

Les mesures de politique budgétaire du présent cadrage budgétaire (2019-2021) continueront à s'appuyer sur les objectifs ci-après : (i) préserver la stabilité macroéconomique de la Guinée, (ii) accroître les investissements publics dans le secteur des infrastructures, (iii) mobiliser les ressources intérieures supplémentaires pour renforcer les programmes de filets de sécurité sociale, (iv) faire avancer les réformes pour appuyer la mise en œuvre des politiques macroéconomiques saines et des réformes structurelles en vue de soutenir une croissance plus élevée et plus inclusive.

### 3.2.1. Mesures des ressources

#### *Mobilisation et la gestion des recettes fiscales*

Les principales mesures envisagées porteront sur deux volets:

##### **a) Mesures de politique fiscale**

Il s'agira de mettre l'accent sur la mise en œuvre des mesures ci-après permettant la mobilisation des recettes additionnelles tout en rendant le système fiscal plus équitable et transparent.

- rationaliser les exonérations fiscales sur la base d'une revue des dépenses fiscales ;
- procéder au recensement fiscal des PME qui constituent la base pour la mise en place de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) ;
- rationaliser les accises et revoir les taux actuellement pratiqués ;
- Introduire une tranche d'imposition supplémentaire de 25% pour l'impôt sur le revenu des particuliers ;
- éliminer l'impôt sur le revenu global tout en élargissant la couverture et en améliorant la cohérence du système de retenue ;
- revoir les règles et dispositions fiscales internationales ;
- mettre en place une stratégie de réduction du stock d'arriérés de crédits TVA
- renforcer les capacités des structures de contrôle interne des administrations fiscales et douanières;
- poursuivre et finaliser les textes d'application du Tarif Extérieur Commun (TEC)
- renforcer les capacités humaines, matérielles et financières des services fiscaux et douaniers;
- promouvoir le civisme fiscal par l'amélioration de l'image de l'administration fiscale auprès des usagers ;
- renforcer le cadre institutionnel et organisationnel des administrations fiscales et douanières.

## **b) Mesures d'administration fiscale**

Elles consistent à mettre l'accent sur des mesures qui renforcent le paiement et la collecte de l'impôt. Il s'agit de :

- finaliser l'élaboration des modalités de déclaration fiscale et de paiement en ligne ;
- poursuivre l'informatisation avec les projets RAND et MERCURY pour connecter le paiement de la TVA par les entreprises au réseau de la DNI ;
- renforcer les capacités de la DNI en séparant la gestion des opérations ;
- finaliser l'élaboration d'un manuel de procédure et d'un protocole d'audit interne pour la DNI ;
- élargir le croisement des importations des grandes entreprises avec les chiffres d'affaires déclarés pour réduire les cas de sous-déclaration et renforcer le contrôle fiscal en améliorant l'identification des contribuables ;
- continuer à recouvrer les arriérés d'impôt auprès des grandes entreprises ;
- introduire un numéro permanent d'identification fiscale d'ici fin 2018 ;
- renforcer les capacités de la DNI et le recouvrement au niveau du Service des Grandes Entreprises ;
- améliorer la conformité des grands et moyens contribuables ;

## **c) Application des dispositions fiscales du nouveau code minier**

En vue de mobiliser les recettes minières supplémentaires dans un contexte d'activité minière importante, il est envisagé la mise en conformité avec les dispositions fiscales du code minier, tous les accords miniers nouveaux et expirants qui sont renouvelés.

### ***Mobilisation et gestion des autres recettes***

Les mesures prévues à ce niveau vont porter sur quatre volets :

- Révision des textes encadrant les autres recettes
- Révision du cadre institutionnel régissant le fonctionnement des régies de recettes
- Amélioration du niveau de recouvrement et sécurisation des autres recettes

### ***Mobilisation de l'aide publique au développement et la gestion de la dette***

L'objectif visé est d'accroître rapidement l'aide publique au développement octroyée à la Guinée et d'assurer son efficacité en mobilisant de nouveaux financements tout en améliorant la capacité d'absorption du pays et l'efficacité de l'aide.

Pour ce faire, les actions de réforme envisagées seront les suivantes :

- Renforcer le cadre politique de gestion de l'aide extérieure à travers l'adoption et la mise en œuvre du Document de politique de l'aide publique ;
- Renforcer le cadre institutionnel à travers la clarification des responsabilités en matière de coordination, mobilisation et gestion de l'aide internationale ;
- Adopter et mettre en œuvre les nouvelles modalités de budgétisation et d'exécution des fonds des bailleurs en mode LORF (BAS) ;

- Renforcer le cadre réglementaire de gestion de l'aide extérieure ;
- Améliorer le système d'information sur les financements extérieurs.

### *3.2.2. Mesures de programmation et de gestion des dépenses*

Les mesures envisagées en matière de gestion des dépenses publiques consistent à assurer la qualité et la crédibilité du processus budgétaire. Il s'agira essentiellement de:

- renforcer le cadre budgétaire à moyen terme pour mieux suivre les dépenses publiques et gérer la hausse des investissements publics ;
- mettre en place le Compte Unique du Trésor (CUT) pour renforcer la transparence, le suivi de l'exécution budgétaire et la gestion de trésorerie ;
- améliorer la gestion de trésorerie à l'effet de limiter le financement budgétaire auprès de la BCRG ;
- appliquer les recommandations de l'évaluation PEFA en les intégrant dans le plan d'action du PREFIP ;
- renforcer la gestion des investissements publics en vue d'améliorer la transparence, l'efficacité et de maximiser les rendements de notre programme d'investissement ;
- finaliser le nouveau cadre de partenariat public-privé (PPP) ;
- poursuivre les réformes des entreprises publiques dans le but de renforcer leur gouvernance et soutenir la mobilisation des recettes budgétaires ;
- Appliquer les nouvelles procédures de budgétisation des dépenses d'investissement (AE/CP)
- concevoir un nouveau modèle de prévision des recettes ;
- mise en œuvre des autorisations de plafonds d'emplois rémunérés ;
- mettre en œuvre le système de gestion informatique de comptabilité-matières et matériels ;
- finaliser le manuel de procédures d'exécution de la dépense publique ;

## Chapitre 4. Mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles

### 4.1. Les réalisations récentes dans les stratégies nationales et sectorielles (2014-2016)

Le programme d'investissements Publics (PIP) 2014-2016 a été chiffré à 22.515,0 milliards de francs guinéens, toutes taxes comprises dont 12.734,6 milliards GNF sur les ressources propres, soit 56,56% et 9.780,4 Mds sur le financement extérieur, soit 44,44%. Il est à noter que sur une prévision globale du PIP de 22.515,0 milliards GNF, le montant total des crédits inscrits dans les différentes lois de finances respectives de 2014, 2015 et 2016 est de 16.217,67 Mds, soit une baisse de l'ordre 6.297,32 Mds (27,97%) par rapport au PIP précédent. Cet écart représente le besoin en financement sur la période, et s'explique par le faible niveau de mobilisation des recettes internes, consécutif au ralentissement de l'activité économique que le pays a connu à cause de l'épidémie à virus Ebola. Cependant, les prévisions budgétaires, dans les sous-secteurs ci-dessous, reflètent les grandes orientations des stratégies nationales et sectorielles d'alors :

1. Travaux publics 3 944,93 Mds ;
2. Energie 1 914,53 Mds ;
3. Décentralisation et sécurité 1 584,97 Mds ;
4. Agriculture 838,39 Mds ;
5. Santé 641,3 Mds ;
6. Education 498,24 Mds ;

Par nature de financement, l'essentiel des projets et programmes a été financé par les ressources propres de l'Etat (BND), soit 60% contre 40% du financement extérieur (Finex). Ces deux sources de financement se décomposent ainsi qu'il suit:

- projets 100% BND pour 8 276,5 Mds, soit 51% ;
- fonds de contreparties : 1 493,3 Mds, soit 9 % y compris les droits et taxes pour 727,3 Mds;
- prêts projets : 2 642,24 Mds, soit 16%;
- dons projets : 4 128,76 Mds, soit 24%.

#### 1) Travaux Publics

Au titre du développement et de l'entretien des réseaux routiers, de nombreuses réalisations sont enregistrées, notamment :

- l'achèvement des travaux de construction de la route 2x2 voies du Pk36-Coyah ;
- l'achèvement des travaux d'aménagement de 63 km de la route Nationale RN2 entre Kissidougou Pk53-Gueckédou ;
- l'achèvement des travaux de construction du Pont Kaka ;

- le lancement des travaux de bitumage des transversales T8, T9 et T10 à Conakry.
- la semi réhabilitation de 500 Km de Routes Nationales (Coyah-Kindia-Mamou-Dabola, Mamou-Dalaba-Pita-Labé et N'Zérékoré-Beyla) ;
- l'entretien de 500 km de Routes Nationales (Dabola-Faranah, Labé-Tougué, Labé-Mali, Sana-Kérouané-Beyla) ;
- l'entretien de plusieurs ouvrages de franchissement sur les Routes Nationales (4 ponts métalliques et sept (7) bacs fluviaux;
- la réhabilitation et la construction de 1 505 km de routes préfectorales et communautaires ;
- le bitumage de 30 km de voies urbaines à Conakry et le démarrage des travaux d'entretien des voiries dans les 5 Communes de Conakry.

## **2) Eau et énergie**

Dans le secteur Eau-Energie, les principales réalisations ci-après ont permis le taux d'accès à l'eau potable et l'énergie :

- la poursuite des travaux de construction de l'aménagement hydroélectrique de Souapiti ;
- la réhabilitation de la centrale thermique de Kaloum 5 et des auxiliaires communs à Kaloum 3 et 5 ;
- la mise en réseau des trois groupes de la centrale Kaloum 5 ;
- les travaux de construction du bâtiment du dispatching ;
- la construction et l'équipement de 49 postes MT/BT ;
- l'installation du réseau électrique MT/BT dans 7 préfectures et la réception provisoire des réseaux électriques MT/BT dans 18 autres préfectures ;
- le remplacement des 3,5 km de la conduite principale DN 700mm (Enta –Sangoya) ;
- l'achèvement des travaux du projet de renouvellement des installations de la première station de traitement d'eau de Yessouloun ;
- le renouvellement de 15 000 branchements particuliers de quatre (4) nouveaux forages à Kakimbo et à Donka ;
- la construction de 154 bornes fontaines publiques de type SEG dans les communes urbaines et Conakry ;
- la réalisation de 580 forages équipés de pompes à motricité humaine en milieu rural;
- la construction de 114 forages dans les structures scolaires;
- la construction de 22 systèmes simplifiés d'approvisionnement en eau potable.

## **3) Agriculture**

Au niveau du secteur agricole, les principales réalisations portent sur :

- la mise à la disposition de la population agricole de 60 190 tonnes d'engrais, 3 775 tonnes de semence de riz, 1 420 tonnes de semence de maïs, 250 tonnes de semence de soja, 52.808 litres d'herbicide total, 10.000 litres d'herbicide sélectif, 95.500 litres d'insecticide et 6.150 kg de fongicide;
- l'encadrement de 49 560 familles paysannes pour la maîtrise et adoption des technologies diffusées des techniques culturelles ;

- l'encadrement de 3.568 groupements en amélioration des aspects organisationnels et de gestion ;
- la formation de 510 élus des groupements producteurs en appropriation du rôle et responsabilisation des élus ;
- la formation de 60 femmes des groupements en techniques améliorées d'étuvage du riz ;
- la formation de 10 cadres à l'extérieur (Japon, Chine, Egypte, Thaïlande, Nigeria) sur divers thèmes ;
- l'installation de 12 écoles aux champs sur l'arachide, le maïs, le manguier, les cultures maraichères ;
- la mise en valeur de 175.000 ha d'anacardier ;
- la livraison de 518.997 plants de cacaoyer à 551 producteurs pour une superficie de 1.460 ha ;
- la mise en pépinière de 564.400 plants de cacaoyer ;
- la livraison de 34.123 plants de café robusta à 71 producteurs pour 24 ha ;
- la mise en pépinière de 207.899 plants de caféier Arabica pour couvrir 1.500 ha en Moyenne Guinée
- la livraison de 31.573 plants de palmier à huile à 380 producteurs en Guinée Forestière pour une superficie de 221 ha

#### **4) Administration-défense-sécurité**

En matière de renforcement des capacités institutionnelles, logistiques et humaines des forces de défense et de sécurité, les principales réalisations sont :

- la restructuration de 10 unités de l'armée de terre ;
- la formation de 5094 officiers, sous-officiers et militaires du rang dont 318 dans les pays amis ;
- la formation de 705 gendarmes officiers et sous-officiers dont 49 à l'étranger ;
- la poursuite des travaux de construction et réhabilitation d'infrastructures militaires ;
- la formation du personnel policier en gestion des ressources humaines (440 fonctionnaires des services déconcentrés, 55 des services centraux et 60 cadres de la direction des ressources humaines) ;
- la formation de 25 fonctionnaires de la sécurité publique en méthodes et principes de sécurisation des explosifs à usage civil durant le transport ;
- la rénovation et l'équipement des commissariats centraux de Matoto et Sonfonia ;
- la poursuite des travaux de rénovation des centres de formations de Kagbélen et Kafiliya ;
- la restauration du commissariat urbain de Bonfi.

#### **5) Santé**

Dans le domaine de la santé, plusieurs actions ont été réalisées parmi lesquelles on peut citer :

- la supervision de 9 établissements Hospitaliers publics et de 40 structures privées de la ville de Conakry ;

- la formation et l'équipement de 9 160 agents de santé communautaires sur 16 634 prévus, soit 57,04% ;
- l'installation des DHIS2 dans tous les hôpitaux, les DRS et les DPS du pays;
- l'approvisionnement des hôpitaux en vaccins pour les enfants et les femmes enceintes;
- la dotation des hôpitaux en CTA contre le paludisme;
- la poursuite des travaux d'extension de l'hôpital Donka.
- La mise en place d'un système de surveillance épidémiologique des sites dans les préfectures de N'Zérékoré, Gueckédou, Pita et Kankan

## **6) Education**

Dans le secteur de l'éducation, l'amélioration de l'accès, l'offre et la qualité de l'enseignement est concrétisée par un ensemble d'actions dont entre autres :

- la construction/réhabilitation de 300 salles de classe ;
- la construction de 4 écoles à classe unique au primaire ;
- la construction de 48 salles de classe au lycée;
- la formation initiale de 33 éducateurs/trices dans les ENI ;
- le recrutement de 5 000 enseignants du primaire ;
- la formation continue de 670 enseignants des classes expérimentales EGRA à la lecture au CP ;
- la formation continue de 10 312 enseignants du tiers faible ;
- la formation continue de 4 011 enseignants du tiers moyen ;
- la dotation des écoles primaires publiques en 45 238 manuels scolaires ;
- le recrutement de 2750 enseignants au secondaire ;
- l'acquisition et la mise à disposition de 726 877 manuels de mathématiques, sciences de la vie et de la terre, français et sciences physiques ;
- l'acquisition de 3 000 mobiliers et équipements scolaires ;
- la construction de 1490 latrines au primaire et au secondaire ;
- l'aménagement de 801 points d'eau dans les écoles secondaires et primaires ;
- l'inscription de 45 enseignants au doctorat et 208 au master.

## **4.2 PERSPECTIVES**

Le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) pour la période 2016-2020 fixe les bases de la transformation structurelle de l'économie nationale à l'effet d'impulser une croissance créatrice de richesse et d'emplois. Pour atteindre ces objectifs, la stratégie globale du PNDES consiste d'une part, à asseoir les bases institutionnelles solides, à développer un capital humain capable de favoriser la croissance économique et réduire les inégalités. L'objectif majeur recherché est de (i) développer le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique, (ii) promouvoir une industrie manufacturière incorporée aux secteurs primaire et minier et (iii) d'intégrer le secteur minier au reste de l'économie.

Les principaux projets et programmes du CBMT 2019-2021 en lien avec le PNDES sont :

### **1. Développement rural**

- La réhabilitation des pistes rurales;
- La campagne agricole;
- La Mécanisation agricole ;
- Le Projet de Développement Rural Intégré pour la relance de l'horticulture et des forages en Guinée ;
- Le Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles (PNAAFA).

## **2. Santé Publique**

- L'appui au programme de reconstruction du système de santé primaire;
- Le programme de reconstruction du système de santé.

## **3. Education**

- Le Programme de construction et d'équipement des universités;
- Le programme de réhabilitation et de construction des salles de classes élémentaires;
- Le programme de réhabilitation et de construction des Lycées et collèges.
- Le programme de construction/réhabilitation et équipement des Ecoles Professionnelles ;

## **4. Travaux Publics**

- La construction de la route Labé-Mali-frontière-Sénégal;
- Le programme de construction des transversales de Conakry;
- La construction et la réhabilitation des routes préfectorales et communautaires ;
- La Réhabilitation de la nationale Coyah-Mamou-Dabola ;
- La construction de la route Dabola-Kouroussa-Kissidougou ;
- Le programme de réalisation des voiries de Conakry;
- le projet de construction et de réhabilitation de la route Lola-Danani ;
- Le projet de construction de la route PK53-Guékédou-Kondémbadou

## **5. Energie**

- L'aménagement du barrage à buts multiples de Fomi;
- L'aménagement hydroélectrique de Sambagalou
- L'interconnexion Linssan-Fomi;

Le volet « investissement public » du CBMT 2019-2021 est certes important en termes de ressources affectées, mais faible par rapport à l'immensité des besoins exprimés par les Ministères et Institutions dans le Programme National des Investissements (PNI). Ce niveau de programmation doit être amélioré pour consolider les acquis et corriger les faiblesses de manière à accélérer la mise en œuvre du PNDES. C'est dans cette dynamique que s'inscrivent les efforts du gouvernement dans la poursuite des réformes entreprises et la garantie de l'exécution des objectifs du plan à travers l'accélération des décaissements par l'introduction de nouveaux outils de management des investissements publics notamment la budgétisation en autorisation d'engagement et crédits de paiement. Ces nouveaux outils permettront de relever la capacité d'absorption des financements extérieurs négociés ou en voie de l'être pour une croissance inclusive et partagée.

## Chapitre 5. Analyse des risques budgétaire et stratégie de la gestion de la dette publique

### 5.1. Analyse des risques budgétaires

La mise en œuvre du cadre budgétaire 2019-2021 est tributaire des facteurs endogènes et exogènes suivants :

Au titre des facteurs endogènes, il convient de citer :

- les crises sociopolitiques (élections, revendications sociales, etc...);
- la faible appropriation par les acteurs du processus budgétaire des nouveaux outils de programmation et d'exécution du budget ;
- le faible niveau de mobilisation des ressources (intérieures et extérieures) pouvant affecter l'exécution des priorités sectorielles;
- la prise en charge des coûts récurrents des ouvrages réalisés;
- la lenteur dans la mise en œuvre des réformes clés de la gestion publique ;
- la faible capacité d'absorption des ressources extérieures ;
- le manque de coordination de la gestion du processus de financement extérieur ;
- la non maîtrise du suivi de la gestion des Sociétés Publiques, Etablissements Publics et collectivités locales ;
- le non-respect des critères et conditionnalités contenus dans les conventions et accords de financement signés avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) ;
- la faible maîtrise des procédures de décaissements par les gestionnaires des projets
- le manque de fonds d'études et d'études de faisabilité bancables des projets et programmes publics
- la prise en compte au cours de l'exercice budgétaire des dépenses non initialement prévues en lois de finances ;
- L'usage abusif des procédures exceptionnelles et dérogatoires dans l'exécution des dépenses publiques ;
- Le non-respect des délais de traitement des dépenses publiques et la multiplicité des acteurs du processus d'exécution;
- L'inadéquation des instruments de la régulation budgétaire (plan de passation des marchés, plan d'engagement, plan de trésorerie)

Les facteurs exogènes pouvant impacter la situation économique et financière sont les suivants :

- la croissance économique mondiale fortement tributaire des économies occidentales, asiatiques et des autres pays émergents ;
- la fluctuation des cours des matières premières et des produits pétroliers sur le marché international ;
- l'accès au marché financier international pour le financement des projets et programmes ;

## 5.2. Stratégie de la gestion de la dette publique

L'atteinte d'une croissance à 2 chiffres à l'horizon 2020 telle qu'ambitionnée par le Plan national de développement économique et social requiert une mobilisation suffisante des ressources extérieures. A l'effet de réduire les risques liés à ces financements, l'Etat va recourir aux mécanismes de financement concessionnels et semi concessionnels en conformité avec le programme économique et financier soutenu par la Facilité Elargie de Crédits (FEC) du FMI pour la période 2017-2020.

La stratégie d'endettement consiste à

- i. mobiliser les ressources sur le marché financier intérieur ;
- ii. préserver la viabilité de la dette à moyen terme et à ne pas dépasser un niveau modéré de surendettement extérieur ;
- iii. rembourser progressivement les arriérés de la dette intérieure accumulés au cours des exercices précédents ;
- iv. poursuivre les efforts pour apurer les arriérés extérieurs de longue date ;
- v. renforcer le cadre de gestion de la dette

La mobilisation des ressources sur le marché financier intérieur passe par la poursuite de l'émission des Bons de Trésor, des Appels Publics à l'Epargne (APE) et par l'introduction de nouveaux instruments de financement tels que les obligations du Trésor à moyen terme (3ans). Contrairement aux bons de trésor qui financent les besoins de trésorerie de court terme, les APE et les Obligations du Trésor serviront à financer les investissements publics dans les secteurs préalablement identifiés. Les besoins résiduels sont comblés par un recours au financement extérieur concessionnel ou semi concessionnel. La stratégie consistera à emprunter pour satisfaire les besoins de financement de l'État tout en veillant sur les risques et les coûts associés. La priorité est accordée à la mobilisation de dons, d'emprunts extérieurs hautement concessionnels (plus de 35% d'élément don), semi-concessionnels.

La prudence sera observée dans la gestion des emprunts extérieurs contractés pour financer les investissements publics afin de préserver la viabilité de la dette tout en limitant sa vulnérabilité. La stratégie consistera dans le cadre de nouveaux prêts à maximiser le caractère concessionnel et à limiter la conclusion de toute dette supplémentaire non concessionnelle au regard du plafond fixé dans le programme FEC.

Au titre de la gestion de la dette intérieure, l'accent sera mis sur le remboursement progressif (sur une période de sept ans), des arriérés accumulés au cours des exercices précédents suivant des modalités bien définies tout en évitant l'accumulation de nouveaux arriérés en vue de soutenir le secteur privé.

Pour la liquidation des arriérés extérieurs de longue date en vue de leur apurement, les négociations seront engagées avec les créanciers non membres du Club de Paris et les créanciers commerciaux. L'objectif est de normaliser progressivement ces arriérés et d'éviter l'accumulation de nouveaux arriérés.

Concernant le renforcement du cadre de gestion de la dette, un manuel de procédures opérationnelles a été publié et une déclaration de politique nationale de la dette a été faite. L'exercice DEMPA (Debt Management Performance Assessment) effectué avec le soutien de la Banque Mondiale permettra d'identifier les mesures clés de renforcement de la gestion de la dette.

## Conclusion

Le CBMT soumis à l'adoption du Gouvernement en vue du Débat d'Orientation Budgétaire au niveau de l'Assemblée Nationale a été élaboré dans un contexte marqué par la volonté du Gouvernement de préserver la stabilité macroéconomique et de mettre en œuvre les réformes structurelles, clés de soutien à la croissance pour renforcer la gouvernance et favoriser le développement du secteur privé.

Ce deuxième Cadrage Budgétaire à soumettre au Débat d'Orientation Budgétaire marque une étape importante dans l'évolution de la gestion publique vers une approche axée sur les résultats. Il préfigure la mise en application des dispositions de la LORF relatives aux Cadres de Dépenses à Moyen Terme, aux budgets programmes pour une meilleure articulation entre politiques publiques, plans, stratégies et budget de l'Etat.

Ces nouveaux instruments de budgétisation pluriannuelle permettent de renforcer la gouvernance économique, facteur d'une croissance inclusive forte, diversifiée et durable, favorable à une Guinée émergente.

Pour ce deuxième passage devant la représentation nationale, outre le CBMT/CDMT global 2019-2021, il est envisagé d'étendre l'élaboration des Cadres de dépenses à Moyen Terme Sectoriels à tous les Ministères.

## Liste des tableaux

**Tableau N° 1: Ressources base TOFE 2017 (en Mds)**

**Tableau N° 2: Situation de l'exécution des dépenses à fin 2017 (en Mds GNF)**

**Tableau N°3 : Situation de la mobilisation des recettes au 31 mars 2018 et leurs projections à fin décembre**

**Tableau N° 4 : Exécution des recettes fiscales à fin mars et projection à fin décembre 2018**

**Tableau N° 5 : Situation des autres recettes à la fin du premier trimestre et leur projection à fin décembre 2018**

**Tableau N° 6 : Réalisation à fin mars et les projections à fin décembre 2018 par régies de recettes**

**Tableau N° 7 : Niveau de mobilisation des ressources extérieures à fin mars et projection à fin décembre 2018**

**Tableau N° 8 : Situation de l'exécution des dépenses à fin mars et leurs projections à fin décembre 2018**

**Tableau N° 9 : Projection des recettes par nature**

**Tableau N° 10 : Projection des recettes fiscales par catégorie**

**Tableau N°11 : Evolution des dons, legs et fonds de concours 2019-2021**

**Tableau N°12 : Projection des autres recettes pour la période 2019-2021**

**Tableau N°13 : Projection des dépenses des dépenses par nature**

**Tableau N°14 : Répartition des projection du CBMT 2019-2021 par pilier du PNDES**

**Tableau N°15 : Projection des dépenses d'investissement par secteurs et sous-secteurs 2018-2020**

**Tableau N°16 : Evolution des dépenses d'investissement par sources de financement et secteur**

**Tableau N°17 : Projection des ressources par fonction**

**Tableau N°18 : Projection des dépenses par ministères et institutions**

## Liste des graphiques

**Graphique N°1 :** Evolution des agrégats budgétaires sur la période 2019-2021

**Graphique N°2 :** Projection des recettes fiscales sur la période 2019-2021

**Graphique N°3 :** Projection des recettes non fiscales sur la période 2019-2021

**Graphique N°4 :** Evolution des dépenses courantes et dépenses d'investissement 2019-2021

**Graphique N°5 :** Type de financement par secteur de la période

## **ANNEXES DU CBMT/CDMT GLOBAL 2019-2021**

**Annexe 1 : Dépenses investissement projets par pilier du PNDES**

**Annexe 2 : Dépenses d'investissement projets par secteur et sous-secteur**

**Annexe 3 : CDMT par Ministères et Institutions, par titre**

**Annexe 4 : Dépenses par fonction et par titre**

## Glossaire

**Allègement de la dette** : toute forme de réaménagement de la dette qui allège le fardeau de la dette. Il y a allègement de la dette lorsque la *valeur actualisée* des obligations au titre du *service de la dette* est réduite et/ou les échéances sont différées de sorte que les obligations à court terme au titre du service de la dette sont moins élevées.

**Autorisation d'Engagement (ou autorisation de programme)** : autorisation d'engager des dépenses pouvant entraîner des paiements pendant plusieurs années.

**Budget de l'Etat** : acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de l'Etat. Il est également un acte politique par lequel le Gouvernement fait ses choix en termes de dépenses et de fiscalité.

**Budget de programme (ou budget de performance)**: budget structuré en programmes et, éventuellement, sous-programmes (ou actions) et activités, comprenant des exposés des stratégies et des objectifs, et des indicateurs de performance.

**Cadrage macroéconomique** : traduction chiffrée des politiques économiques dans une approche de moyen terme sur la base des hypothèses concernant l'évolution de l'environnement économique national et international.

**Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT)** : prévision des agrégats budgétaires non désagrégée par secteur ou ministère. Il est associé à un cadre macro-économique d'ensemble. Il fait apparaître le total des dépenses publiques, le total des recettes publiques, le déficit, l'endettement, ..., de façon cohérente avec l'équilibre macro-économique. La plupart du temps, il fait également apparaître les dépenses et les recettes publiques à un niveau de désagrégation limité, entre cinq et dix catégories de recettes et de dépenses par nature.

**Cadre des dépenses à moyen terme (CDMT)**: programme de dépenses glissant, préparé annuellement et donnant des projections indicatives de dépenses annuelles sur une période de trois à quatre ans. Le CDMT doit être conforme au TOFE prévisionnel. Le CDMT détaille les dépenses selon leur destination (structures administratives, programme, etc.). On distingue souvent :

**CDMT global** : appelé aussi cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) qui présente les dépenses par ministère ou secteur, et qui sert souvent à encadrer la préparation du budget et des CDMT sectoriels ;

**CDMT sectoriels/ministériels** : traitent de l'allocation intra sectorielle des ressources. Pour assurer un lien effectif avec le budget et responsabiliser les ministères, les CDMT sectoriels doivent être organisés par ministère. Lorsqu'un secteur couvre plusieurs ministères, chaque CDMT ministériel doit être clairement identifié dans le CDMT sectoriel.

**Cadre macroéconomique à moyen terme** : projection des comptes des agents économiques et des équilibres sur le marché. Les cadres macroéconomiques les plus simples comportent les projections du secteur réel (équilibre entre les emplois et ressources des biens et services), du secteur monétaire, de la balance des paiements et du TOFE.

**Calendrier budgétaire :** calendrier indiquant les dates principales du processus de préparation et d'approbation du budget, et notamment la date de diffusion de la Circulaire budgétaire, celles de la période d'examen des estimations avec les ministères et institutions, celles à laquelle le projet de budget est soumis au parlement.

**Chaine de résultats :** différents niveaux de résultats permettant de consigner les changements apportés (résultat à court terme ou extrant ; résultat à moyen terme ou effet ; résultat à long terme ou impact).

**Circulaire Budgétaire :** document qui introduit la préparation des projets de budget des ministères. Elle définit le contenu des demandes budgétaires des ministères. Il est souhaitable qu'elle comporte des plafonds de dépenses par ministère.

**Classification (nomenclature) budgétaire :** la classification budgétaire classe les crédits du budget et les opérations sur ces crédits budgétaires selon divers critères tels que la destination des crédits ou leur nature économique. Elle comprend différents segments correspondant à ces différents critères (classifications administratives, économique, fonctionnelle, programmatique, etc.).

**Classification économique:** classification des dépenses d'après leur caractère économique (courantes ou en capital).

**Classification fonctionnelle:** classification des dépenses par objectif socioéconomiques. La classification des fonctions des administrations publiques (CFAP) des Nations unies est la norme internationale.

**Classification par nature:** ce devrait être une classification économique des dépenses, mais elle mélange quelquefois les catégories économiques et les catégories administratives.

**Crédits (Autorisations d'engagement et crédits de paiement) :** l'autorisation parlementaire encadre les deux extrémités de la chaîne de dépenses que sont l'engagement juridique et le paiement :

- les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées.
- Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**Crédit évaluatif:** crédits dont le montant est indicatif et qui peut être dépassé. Il s'agit de crédits tels que les crédits relatifs aux charges de la dette de l'État, aux frais de justice ou à la mise en jeu des garanties accordées par l'État.

**Crédits limitatifs:** montant plafonné d'une somme inscrite dans le projet de loi de finances, que les administrations ne peuvent pas dépasser durant la période d'exécution du budget. Sauf exception, les crédits sont limitatifs.

**Décret de répartition:** dès la promulgation de la loi de finances, le décret de répartition fixe les crédits ouverts.

**Déficit budgétaire :** excédent des charges sur les recettes pour l'ensemble des opérations du budget général, des budgets annexes et des budgets d'affectation spéciale.

**Dépenses obligatoires :** dépenses que l'Etat est obligé de couvrir, par exemple les salaires des fonctionnaires, les pensions des retraités, le service de la dette.

**Dépense fiscale:** les dépenses fiscales s'analysent comme des dispositions législatives ou réglementaires dont la mise en œuvre entraîne pour l'État une perte de recettes et donc, pour les contribuables, un allègement de leur charge fiscale par rapport à ce qui serait résulté de l'application de la norme, c'est-à-dire des principes généraux du droit fiscal.

**Dette publique:** ensemble des dettes de l'État résultant des emprunts que ce dernier a émis ou garantis.

**Documentation budgétaire :** comprend la présentation du budget annuel, les documents justificatifs (documents de référence des propositions et de l'examen des risques financiers, les rapports produits en cours d'exercice pour suivre l'exécution du budget et les comptes définitifs, etc.).

**Engagement comptable:** l'engagement comptable est la passation d'une écriture indiquant qu'un engagement juridique consommera un crédit de paiement ou une autorisation d'engagement. L'engagement comptable doit précéder l'engagement juridique.

**Engagement juridique:** l'engagement juridique est l'étape du processus de dépenses à laquelle un contrat ou toute autre forme d'accord est passé, en général en vue de la livraison future de biens ou de services. Une obligation de paiement n'est constatée qu'une fois le service rendu ou la livraison effectuée.

**Équilibre (principe de l'équilibre):** les dépenses sont équilibrées par des recettes et emprunts, le besoin de financement de l'État et ses modalités de couverture sont décrits.

**Espace budgétaire :** marge qui permet au gouvernement d'affecter des ressources à la poursuite d'un objectif sans mettre en péril la viabilité de sa position financière ou la stabilité de l'économie.

**Finances publiques :** ensemble des opérations et règles gouvernant les finances des administrations publiques.

**Fonds extrabudgétaires:** ils effectuent des opérations des administrations publiques qui ne sont pas incluses dans le budget annuel (ou dans le budget général, selon certaines définitions).

**Fongibilité:** elle laisse la faculté de définir l'objet et la nature des dépenses dans le cadre du programme. Dit autrement, l'enveloppe budgétaire est globalisée.

**Fongibilité asymétrique:** la fongibilité est asymétrique lorsque les crédits affectés à une nature de dépense (aux crédits de personnel dans le budget français) peuvent être utilisés pour d'autres natures de dépense, sans que l'inverse soit permis.

**Gestionnaire de crédit:** un administrateur de crédits qui participe à l'exécution du budget, sans avoir le pouvoir d'émettre des ordonnancements.

**Gestion de fait:** gestion effectuée par une personne (comptable de fait) qui gère des fonds publics sans être comptable public.

**Gestion axée sur les résultats (GAR) :** une approche à la gestion qui est à la fois global et basée sur le cycle de vie d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Cette approche intègre la stratégie d'ensemble, les gens, les processus et les mesures pour améliorer la prise de décision ainsi que pour influencer le changement.

**Indicateur :** variable ayant pour objet de mesurer, de décrire ou d'apprécier totalement ou partiellement un état, une situation et/ou l'évolution d'une activité ou d'un programme.

**Indicateur de performance:** il mesure la performance d'un programme ou d'une organisation selon ses trois dimensions. Les indicateurs de performance comprennent des indicateurs de moyens et de produits pour mesurer l'efficacité, des indicateurs de qualité et des indicateurs de résultats socio-économiques pour mesurer l'efficacité.

**Liquidation:** opération qui a pour objectif de vérifier la réalité de la dette et d'arrêter le montant de la dépense. Elle est faite au vu des titres établissant les droits acquis aux créanciers

**Loi de finances:** loi qui autorise l'ensemble des ressources et des charges de l'État avant le début d'un exercice (loi de finances initiale), qui modifie les autorisations (loi de finances rectificative), ou constate les résultats financiers d'une année (loi de règlement).

**Loi organique relative aux lois de finances (LORLF):** désigne, en Guinée, la loi organique N° 012 du 6 août 2012 relative aux lois de finances, qui fournit un cadre général pour la gestion budgétaire.

**Méthode comptable:** une méthode comptable est l'ensemble des principes comptables qui déterminent quand les effets d'opérations ou événements doivent être constatés à des fins d'information financière. Elle a trait à la date des évaluations, quelle que soit la nature de celles-ci. Il existe une variété de méthodes comptables dont les deux positions extrêmes sont la comptabilité base caisse et la comptabilité de l'exercice.

**Mise en débit:** arrêté ou jugement ministériel qui sanctionne la responsabilité financière du comptable et l'oblige à rembourser un montant.

**Mouvement de crédits:** transfert de crédits d'une rubrique du budget à une autre.

**Non-affectation (principe de la):** principe selon lequel l'ensemble des recettes assure l'exécution de l'ensemble des dépenses.

**Nomenclature budgétaire:** la classification budgétaire classe les crédits du budget et les opérations sur ces crédits budgétaires selon divers critères tels que la destination des crédits ou leur nature économique. Elle comprend différents segments correspondant à ces différents critères (classifications administrative, économique, fonctionnelle, programmatique, etc.).

**Objectif :** un objectif est le but déterminé d'une action, l'expression de ce que l'on veut faire. Par exemple améliorer les conditions matérielles du personnel de santé. A chaque programme sont associés un ou plusieurs objectifs stratégiques, qui doivent être arrêtés en cohérence avec les politiques sectorielles et les orientations du Gouvernement. L'atteinte d'un objectif est mesurée par un ou plusieurs indicateurs.

**Ordonnancement (ou mandatement):** ordre donné par l'ordonnateur au comptable public d'effectuer le paiement d'une somme due.

**Ordonnateur:** administrateur de crédits ayant le pouvoir de prescrire des ordonnancements.

**Paiement:** étape finale du processus de dépenses où le comptable public effectue le paiement.

**Partenariat public privé (PPP):** contrats en vertu desquels des agents publics et privés fournissent des infrastructures et des services traditionnellement fournis par le secteur public (par exemple hôpitaux, écoles, prisons, routes, ponts, etc.). Par ailleurs, on appelle concessions les accords en vertu desquels l'opérateur privé assume une partie des responsabilités d'entretien et d'aménagement des actifs.

**Plans de passation des marchés :** document par lequel les administrations publiques organisent la planification des marchés publics.

**Plan d'engagement des dépenses budgétaires :** document de programmation périodique (de préférence par trimestre ou semestre) des engagements des dépenses correspondantes au plans de passation des marchés suivant les crédits budgétaires prévus dans la loi de finances.

**Politique publique:** une politique publique est un ensemble de décisions et d'activités, cohérentes au moins intentionnellement, prises par des acteurs publics qui visent à apporter une réponse plus ou moins institutionnalisée à une situation jugée problématique.

**Produit intérieur brut (PIB) :** valeur totale des biens et services finaux produits par les résidents d'un pays au cours d'une année donnée, y compris à l'aide des facteurs de production utilisés à l'étranger ; valeur totale des dépenses en biens et services produits sur le territoire national.

**Produit national brut (PNB) :** valeur totale des biens et services finaux produits par un pays au cours d'une année donnée, y compris par des facteurs de production dont la propriété est étrangère ; valeur totale des dépenses en biens et services produits par les résidents d'un pays.

**Rapport économique et financier (REF):** annexe du projet de lois de finances qui analyse la situation économique et présente les hypothèses et la politique dans lesquelles s'inscrit le projet de loi de finances.

**Programme:** selon la définition de la LOLF française, un programme regroupe un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

**Projet annuel de performance:** l'annexe explicative du projet de loi de finances établie pour chaque programme exprime, entre autres, les performances obtenues les années passées et attendues dans les années à venir liées à la réalisation de chacun des programmes.

**Rapport annuel de performance:** document exprimant les performances réellement obtenues par rapport aux objectifs figurant dans les projets annuels.

**Régie d'avances:** procédure qui met à disposition d'un fonctionnaire des fonds pour régler des dépenses. Les régies d'avances fonctionnent selon le principe de l'avance permanente, mais sont contrôlées à chaque reconstitution par le comptable public.

**Régulation budgétaire:** instrument de maîtrise du rythme de l'exécution des dépenses à disposition du ministre des finances pour prévenir une détérioration des équilibres financiers. La régulation permet ainsi : (i) d'annuler des crédits budgétaires et (ii) de rendre des crédits budgétaires indisponibles.

**Report de crédit:** possibilité d'ajouter aux dotations de l'année budgétaire suivante, les crédits de paiement ouverts et non utilisés au cours de l'exercice écoulé.

**Redevabilité :** obligation de présenter des rapports (rendre compte) et d'assumer ses responsabilités (rendre des comptes).

**Résultat (d'un programme):** selon les auteurs et les organisations, le terme résultat peut désigner les seuls résultats socio-économiques, ou l'ensemble constitué par les produits (services rendus) et les résultats socio-économiques (comme dans l'expression gestion axée sur les résultats).

**Résultats socio-économiques:** changements socio-économiques imputables à l'intervention publique. On peut distinguer : (i) les résultats socio-économiques directement imputables à une politique ou un programme ; (ii) les résultats socio-économiques finaux, qui sont le plus souvent la conséquence de plusieurs résultats socio-économiques déjà atteints.

**Secteur public:** le secteur public se compose des administrations publiques et des unités sous leur contrôle, engagées dans des activités à caractère industriel, commercial ou financier.

**Sincérité (principe de la) :** l'exhaustivité, la cohérence et l'exactitude des informations financières fournies par l'État.

**Service de la dette :** remboursement du *principal* et paiement des *intérêts*.

**Solde (déficit/surplus) global (des finances publiques):** recettes plus dons reçus, moins les dépenses moins les transactions nettes sur actifs financiers et passifs, liées aux objectifs de la politique économique.

**Solde courant :** recettes courantes moins dépenses courantes. Ce solde sert souvent d'indicateur de l'épargne des administrations publiques et, par conséquent, de leur contribution à l'épargne globale.

**Solde primaire :** solde global, à l'exclusion des paiements d'intérêts.

**Soutenabilité budgétaire :** c'est la capacité d'un Etat à conduire des actions sans mettre en danger sa capacité à honorer ses engagements financiers dans le futur, c'est-à-dire à rester solvable.

**Soutenabilité de la dette (analyse de la):** une analyse de viabilité de la dette publique qui étudie la situation de la dette à moyen et à long terme d'un pays.

**Spécialité des crédits (principe de la):** le principe selon lequel les crédits ouverts en loi de finances le sont pour un objet déterminé. L'unité de spécialité budgétaire désigne le niveau de l'autorisation de dépenses que le Parlement donne au Gouvernement.

**Taux de change :** taux auquel un pays effectue ses transactions sur les marchés internationaux.

**Taux de change fixes :** taux de change déterminés par la Banque Centrale pour acheter et vendre la monnaie nationale en échange de devises à un prix prédéterminé.

**Taux de change flexibles, flottants :** taux de change dont la Banque centrale accepte les variations en réaction à la modification des conditions ou des politiques économiques.

**Taux de change nominal :** taux de change auquel la monnaie d'un pays s'échange contre les autres devises.

**Taux de change réel :** taux de change auquel un pays échange ses biens et services contre ceux d'un autre pays.

**Taux d'intérêt :** prix du marché auquel des ressources sont transférées entre le présent le futur ; rendement de l'épargne et coût de l'emprunt.

**Taux d'intérêt nominal :** rendement de l'épargne et coût de l'emprunt non corrigés de l'inflation.

**Tableau des opérations financières de l'État (TOFE):** situation présentant les opérations financières des administrations publiques agrégées par catégorie économique (par exemple, impôts sur le revenu, dépenses de personnel, etc.). La couverture des TOFE varie d'un pays à l'autre, mais au minimum elle correspond aux opérations du budget de l'État et aux autres opérations gérées par le Trésor.

**Trésor (fonction):** correspond aux tâches liées à la gestion des flux financiers, des encaisses, des actifs financiers, des passifs et à la centralisation comptable.

**Unité (principe de l'):** le principe selon lequel le budget rassemble, dans un document unique, l'ensemble des recettes et des dépenses de l'État.

**Universalité (principe de l'):** selon ce principe, (i) les recettes et les dépenses sont inscrites dans le budget pour leur montant brut, sans compensation entre elles ; et (ii) les recettes ne sont pas affectées à une dépense prédéterminée.

**Virement (Transfert de crédit):** les mouvements de crédits entre unités de spécialisation budgétaire (chapitres ou programme).

